

REVUE DE DROIT BANCAIRE ET FINANCIER

SUPPLÉMENT À LA REVUE DE JANVIER-FÉVRIER 2019 - 20^E ANNÉE - ISSN 1620-9435

SOUS LA DIRECTION DE :

Thierry BONNEAU,
Dominique LEGEAIS,
Hervé LE NABASQUE

TABLES ANNUELLES 2018

TABLE DES AUTEURS	<i>(page 1)</i>
TABLE DES ANALYSES ET DES DOSSIERS	<i>(page 9)</i>
INDEX ALPHABÉTIQUE GÉNÉRAL	<i>(page 12)</i>
TABLE DES TEXTES	<i>(page 20)</i>
TABLE DE JURISPRUDENCE	<i>(page 21)</i>
TABLE DES ABRÉVIATIONS	<i>(page 24)</i>

Par mois

JANVIER

Dossiers	n° 1 à 5
Meilleure pratique	n° 1
Études	n° 1 à 3
Repère	n° 1
Commentaires	n° 1 à 25
Alertes	n° 1 à 22

MARS

Dossiers	n° 6 à 11
Meilleure pratique	n° 2
Études	n° 4 à 7

Repère	n° 2
Commentaires	n° 26 à 58
Alertes	n° 23 à 46

MAI

Dossiers	n° 12 à 18
Meilleure pratique	n° 3
Études	n° 8 à 11
Repère	n° 3
Commentaires	n° 59 à 88
Alertes	n° 47 à 65

JUILLET

Dossiers	n° 19 à 26
Meilleure pratique	n° 4
Études	n° 12 à 14
Repère	n° 4
Commentaires	n° 89 à 114
Alertes	n° 66 à 85

SEPTEMBRE

Dossiers	n° 27 à 34
Meilleure pratique	n° 5
Études	n° 15 à 18

Repère	n° 5
Commentaires	n° 115 à 151
Alertes	n° 86 à 107

NOVEMBRE

Dossiers	n° 35 à 43
Meilleure pratique	n° 6
Études	n° 19 à 21
Repère	n° 6
Commentaires	n° 152 à 175
Alertes	n° 108 à 137

Par rubrique

DOSSIER

Janvier	n° 1 à 5
Mars	n° 6 à 11
Mai	n° 12 à 18
Juillet	n° 19 à 26
Septembre	n° 27 à 34
Novembre	n° 35 à 43

ÉTUDES

Janvier	n° 1 à 3
Mars	n° 4 à 7
Mai	n° 8 à 11
Juillet	n° 12 à 14
Septembre	n° 15 à 18
Novembre	n° 19 à 21

MEILLEURE PRATIQUE

Janvier	n° 1
Mars	n° 2
Mai	n° 3
Juillet	n° 4
Septembre	n° 5
Novembre	n° 6

COMMENTAIRE

Janvier	n° 1 à 25
Mars	n° 26 à 58
Mai	n° 59 à 88
Juillet	n° 89 à 114
Septembre	n° 115 à 151
Novembre	n° 152 à 175

REPÈRE

Janvier	n° 1
Mars	n° 2
Mai	n° 3
Juillet	n° 4
Septembre	n° 5
Novembre	n° 6

ALERTE

Janvier	n° 1 à 22
Mars	n° 23 à 46
Mai	n° 47 à 65
Juillet	n° 66 à 85
Septembre	n° 86 à 107
Novembre	n° 108 à 137

Revue de droit bancaire et financier

REVUE BIMESTRIELLE DU JURISCLASSEUR

Président-Directeur général,
Directeur de la publication :
Philippe Carillon

Directrice éditoriale :
Caroline Sordet
caroline.sordet@lexisnexis.fr

Fondateur :
Jean-Pierre Bertrel

Conseil scientifique :
**Pierre Bézard, David Blache,
Dominique Bourrinet,
Francis-J. Crédot, Philippe
Dupichot, Guillaume Eliet,
Gérard Gardella, Michel
Germain, Alain Gourio, Jérôme
Herbet, Didier Martin, Pauline
Pailler, Dominique Schmidt,
François Terré**

Comité de lecture :
**Jean-Jacques Ansault,
Nathalie Martial-Braz, Isabelle
Riassetto, Thierry Samin,
Philippe Thomas, Régis Vabres**

Directeurs :
Thierry Bonneau, professeur
à l'université Panthéon-Assas
(Paris II)
Dominique Legeais, professeur
à l'université Paris Descartes
Hervé Le Nabasque, professeur à
l'université de Paris I (Panthéon-
Sorbonne)

Rédacteur en chef :
Tiphaine Ducrocq
Tél. : 01 45 58 93 45
tiphaine.ducrocq@lexisnexis.fr

Chargée d'édition :
Lucie Landais
Tél. : 01 71 72 47 49
lucie.landais@lexisnexis.fr

Crédit Photo : GettyImages

Direction Marketing Opérationnel / Publicité
Caroline Spire
Responsable clientèle publicité
caroline.spire@lexisnexis.fr - 01 45 58 94 69
Catherine Thevin
Responsable du marketing opérationnel
catherine.thevin@lexisnexis.fr - 01 45 58 93 05

Abonnement annuel 2019
France métropolitaine : 709,60 € TTC
Prix de vente au numéro : 111,29 €
TTC Dom-Tom et Étranger : 765,00 € HT
Prix de vente au numéro : 125,00 € HT

Offre spécial étudiants :
http://etudiant.lexisnexis.fr/

Relation clients :
Tél. : 01 71 72 47 70
relation.client@lexisnexis.fr

www.lexisnexis.fr

LexisNexis SA
SA au capital de 1 584 800 €
552 029 431 RCS Paris
Principal associé :
Reed Elsevier France SA
Siège social :
141, rue de Javel
75747 Paris Cedex 15

Commission paritaire n° 1121 T 86596
N° Impr. 6008
N° Éd. 5826

Dépôt légal à parution
Origine du papier : Allemagne
Taux de fibres recyclées : 6 %
Certification : 100 %
Impact sur l'eau : P_{tot} = 0,01 kg / tonne



Georges AFFAKI, professeur associé à l'université Panthéon-Assas (Paris II)

- Regards croisés sur l'avant-projet de réforme du droit des sûretés : la banque de financement (*Sûretés*) dossier 30 (sept.)

Guillaume AGBODJAN, Master of Laws (LL.M.) in International Corporate Finance – University of Reading, Reading (UK)

- L'activisme actionnarial dans l'environnement juridique français (*Actionnaires*) études 16 (sept.)

Christophe ALBIGES, professeur à la faculté de droit de Montpellier

- Endettement et consommation (*Consommation*) études 15 (sept.)

Jordan AMSELLEM, chargé de cours

- Le recours à l'earn out dans les offres publiques (*Offres publiques d'acquisition*) études 6 (mars)

Mehdi BALI, docteur en droit, avocat au barreau de New York

- La prise de sûreté sur crypto-monnaie : le cas du Bitcoin (*Sûretés*) études 21 (nov.)

Aurélien BANCK, consultant senior - Cabinet Cilex

- Données personnelles : la difficile articulation des dispositions de la Directive sur les Services de Paiement 2 et du Règlement général sur la protection des données (*Données personnelles*) études 1 (janv.)
- Données personnelles : articulation de la Directive sur les Services de Paiement 2 et du Règlement général sur la protection des données - Acte II : suite et fin ? (*RGPD*) études 20 (nov.)

Pauline BÉGASSE DE DHAEM, chercheuse, centre Perelman (ULB) et SIEJ, (Université Saint-Louis - Bruxelles)

- La magistrature suprême à l'aune de la mondialisation du secteur bancaire : défis et perspectives (*Droit bancaire et financier*) dossier 21 (juill.)

Ludovic BENEZECH, ATER en droit

- La prééminence des droits fondamentaux en droit bancaire et financier (*Droit bancaire et financier*) dossier 36 (nov.)

Jean-Sylvestre BERGÉ, professeur à la faculté de droit de l'université Jean Moulin Lyon 3

- L'approche matérielle des cours suprêmes : l'hypothèse d'une compétence fondée sur des objets de régulation transnationaux (*Cour Suprême*) dossier 26 (juill.)

David BLACHE, adjoint au directeur de la Résolution, ACPR

- La nouvelle dette senior non préférée émise par les banques françaises et son articulation avec la résolution bancaire du point de vue de la protection des déposants (*Dette senior non préférée*) dossier 2 (janv.)

Jérôme BLANCHET, avocat, Kramer Levin

- Brexit : les dérivés prennent-ils la tangente ? (*Brexit*) études 18 (sept.)

Thierry BONNEAU, agrégé des facultés de droit, professeur à l'université Panthéon-Assas (Paris 2)

- Financement des PME et PMI (*Financement des entreprises*) dossier 18 (mai)
- L'accès aux données bancaires au regard du respect de la vie privée (*Droit bancaire et financier*) dossier 39 (nov.)
- « Tokens », titres financiers ou biens divers ? (*Token*) repère 1 (janv.)
- PMA, autorités nationales et ESMA (*Pratiques de marchés admises*) repère 3 (mai)

- Décision d'équivalence (*Contrats dérivés de gré à gré*) comm. 23 (janv.)
- Textes de niveau 2 (*MIF 2*) comm. 24 (janv.)
- Obligations des entreprises d'investissement (*Obligation de négocier les actions sur une plateforme*) comm. 25 (janv.)
- Notion de marché équivalent (*Obligation de négociation des actions*) comm. 56 (mars)
- Résiliation (*Organismes de placement collectif*) comm. 57 (mars)
- Notion de « Marché réglementé » (*Marché réglementé*) comm. 86 (mai)
- Proposition de règlement (*Financement participatif*) comm. 87 (mai)
- Accord de coopération et d'échange d'information (*Autorités européennes de surveillance*) comm. 113 (juill.)
- Obligations (*OICV*) comm. 114 (juill.)
- Levée du secret professionnel (*Autorités compétentes*) comm. 151 (sept.)
- Entreprises non agréées en qualité d'agence de notation de crédit (*Notation de crédit*) comm. 175 (nov.)

Alexandre BORDENAVE, CMS Bureau Francis Lefebvre

- La mention du TEG dans les prêts professionnels sous l'empire de Rome I (*Contrat de prêt*) études 7 (mars)

François BOUCARD, docteur en droit, avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation

- Les autorités suprêmes et la recomposition du paysage des cours suprêmes (*Droit bancaire et financier*) dossier 25 (juill.)
- Supervision bancaire : la BCE devant le Tribunal de l'Union européenne (*Supervision bancaire*) comm. 28 (mars)

Clarisse BOUCHETEMBLÉ, avocat, Gibson, Dunn & Crutcher LLP

- La Commission des sanctions de l'AMF reconnaîtrait-elle la possible existence d'un concours idéal de qualification ? (*AMF*) meilleure pratique 1 (janv.)

Gautier BOURDEAUX, maître de conférences à l'université Paris Descartes, Paris V

- Le financement des PME et ETI (*Financement des entreprises*) dossier 12 (mai)
- Le vecteur du placement privé (*Marché financier*) dossier 16 (mai)

Alain-Xavier BRIATTE, directeur financement & sûretés au sein d'un Office notarial, anciennement avocat près la cour d'appel de Paris

- La renégociation d'un prêt immobilier et sa formalisation (*Prêt*) études 10 (mai)

Danny BUSCH, professeur à l'Université de Nimègue, Pays-Bas

- L'effet de la réglementation financière européenne sur le droit privé (*Réglementation financière européenne*) études 12 (juill.)

Thibaut CAHAREL, avocat associé, Charles Russell Speechlys

- Représentation et transmission des titres financiers au temps de la blockchain (*Blockchain*) meilleure pratique 4 (juill.)

Jean-Marie CANAC, directeur

- Le droit bancaire et financier à l'épreuve des cours suprêmes (*Droit bancaire et financier*) dossier 19 (juill.)
- Propos introductifs (*Cours suprêmes*) dossier 20 (juill.)

Anémone CARTIER-BRESSON, professeur à l'université Paris Descartes

- Le support public du financement non bancaire des PME et ETI : la Banque publique d'investissement

- (Crédit aux entreprises) dossier 14 (mai)
- Mohamed CHAABEN, doctorant contractuel**
- Le financement participatif (crowdfunding) : quatre ans après l'adoption de l'ordonnance n° 2014-559 du 30 mai 2014 (Crowdfunding) études 13 (juill.)
- Amélie CHAMPSAUR, Partner, Cleary Gottlieb Steen & Hamilton (Paris)**
- The Reform of Bank Creditor Hierarchy in the EU (Bank Creditor hierarchy) dossier 5 (janv.)
- Asmaa CHEIKH, direction des affaires juridiques du Groupe Société Générale**
- Modification de la hiérarchie des créanciers des établissements de crédit et création d'une nouvelle catégorie de titres de créance : enjeux pour les banques, intérêt pour les déposants (Hiérarchie des créanciers) dossier 3 (janv.)
- Pierre CROCO, professeur à l'université Panthéon-Assas (Paris II)**
- Rapport de synthèse (Réforme du droit des sûretés) dossier 34 (sept.)
- Nicolas CUNTZ, avocat à la Cour**
- Montant des sanctions administratives prononcées par l'AMF : quels sont les risques pour les contrevenants ? (AMF) meilleure pratique 5 (sept.)
- Olivier DEBAT, professeur agrégé à l'université Toulouse 1 Capitole, avocat au barreau de Toulouse, co-directeur scientifique de la Revue fiscale du patrimoine**
- De quelques considérations économiques en droit fiscal bancaire et financier (Endettement) études 4 (mars)
 - L'application des maximes du droit et des mécanismes du droit substantiel aux sociétés (Droit des sociétés) alerte 109 (nov.)
- Cyril DENIAUD, Of Counsel, cabinet Jeantet**
- Le financement en OCABSA : les « equity lines 2.0 » ? (Financement) meilleure pratique 3 (mai)
- Pierre-André DESTRÉE, avocat au Barreau de Paris, Linklaters LLP**
- Senior Non-Preferred Notes (Senior Non-Preferred Notes) dossier 4 (janv.)
- Philippe DIDIER, professeur à l'université Paris-Descartes, Sorbonne Paris Cité, membre du Centre de droit des affaires et de gestion (CEDAG)**
- Les financements alternatifs : le cas du financement participatif (Financement des entreprises) dossier 17 (mai)
- Jamel DJOUDI, maître de conférences HDR à l'université de Valenciennes, directeur de l'IEJ de Valenciennes**
- Contrat d'assurance-vie : cumul de la faculté de renonciation au contrat et action en responsabilité civile de l'assureur (Assurance-vie) comm. 10 (janv.)
 - Conseil en investissement financier : obligation d'information et de conseil de l'investisseur en adéquation avec sa situation financière (Conseil en investissements financiers) comm. 12 (janv.)
 - Obligation du banquier de conseil envers l'assuré (Assurance de groupe) comm. 33 (mars)
 - Exigence du questionnaire de santé (Contrat d'assurance) comm. 34 (mars)
 - Non-résiliation du contrat d'assurance-emprunteur (Contrat d'assurance) comm. 35 (mars)
 - Indivisibilité contractuelle (Contrat d'assurance) comm. 101 (juill.)
 - Le conseil de l'assureur doit avoir une incidence sur le risque assuré (Conseil de l'assureur) comm. 102 (juill.)
 - Assurance de prêt (Prêt bancaire) comm. 122 (sept.)
- Akram EL MEJRI, docteur en droit, chargé d'enseignement, université Panthéon-Assas (Paris 2)**
- Bordereau Dailly : utiles précisions au sujet des conditions de forme, de la notification et de la portée des stipulations de l'acte générateur de la créance (Cession Dailly) études 2 (janv.)
- Charline FERRIER, juriste**
- Le gun jumping (Contrôle des concentrations) études 9 (mai)
- Benoît FLEURY, agrégé des facultés de droit, professeur à l'université de Poitiers**
- La Commission des sanctions de l'AMF reconnaîtrait-elle la possible existence d'un concours idéal de qualification ? (AMF) meilleure pratique 1 (janv.)
- Benoît FOURNIER, CMS Bureau Francis Lefebvre**
- La mention du TEG dans les prêts professionnels sous l'empire de Rome I (Contrat de prêt) études 7 (mars)
- Mathieu FRANÇON, avocat au barreau de Paris, Bredin Prat**
- Les contentieux relatifs au Mécanisme de surveillance unique (BCE) alerte 2 (janv.)
- Christian GAMALEU KAMENI, docteur en droit**
- Problématiques autour de la responsabilité bancaire en matière de virement erroné (Responsabilité du banquier) études 11 (mai)
- Charles GIJSBERS, agrégé des facultés de droit - professeur à l'université de Rouen - CUREJ, EA4703**
- L'influence de la future réforme des sûretés sur la banque de détail (Sûretés) dossier 28 (sept.)
- Marie GILLOUARD, responsable Droit européen, Fédération bancaire française**
- Les orientations de l'EBA et de l'ESMA relatives à la Gouvernance des établissements de crédit (Établissements de crédit) comm. 51 (mars)
 - Le journal du Brexit (Brexit) comm. 52 (mars)
 - Le nouvel encadrement européen des crédits non performants (Droit bancaire européen et international) comm. 138 (sept.)
 - La leçon de droit du Tribunal de l'Union européenne en matière prudentielle (Épargne réglementée) comm. 139 (sept.)
 - Lancement du chantier de la révision de la directive sur les crédits à la consommation (Crédits à la consommation) comm. 140 (sept.)
 - La Commission européenne actualise le dispositif de protection contre l'effet extraterritorial des lois étrangères (Extraterritorialité du droit bancaire) comm. 141 (sept.)
 - La Commission européenne retire la proposition de règlement sur la séparation des activités bancaires et financières (Activités bancaires et financières) comm. 142 (sept.)
- Alain GOURIO, docteur en droit, directeur juridique de la Fédération bancaire française**
- Comment les banques utilisent-elles les sûretés ? (Sûretés) dossier 33 (sept.)
 - Les orientations de l'EBA et de l'ESMA relatives à la Gouvernance des établissements de crédit (Établissements de crédit) comm. 51 (mars)
 - Le journal du Brexit (Brexit) comm. 52 (mars)
 - Le nouvel encadrement européen des crédits non performants (Droit bancaire européen et international) comm. 138 (sept.)
 - La leçon de droit du Tribunal de l'Union européenne en matière prudentielle (Épargne réglementée) comm. 139 (sept.)
 - Lancement du chantier de la révision de la directive sur les crédits à la consommation (Crédits à la consommation) comm. 140 (sept.)

- La Commission européenne actualise le dispositif de protection contre l'effet extraterritorial des lois étrangères (*Extraterritorialité du droit bancaire*) **comm. 141** (sept.)
 - La Commission européenne retire la proposition de règlement sur la séparation des activités bancaires et financières (*Activités bancaires et financières*) **comm. 142** (sept.)
- Mickaël GUILLEMOT, avocat collaborateur**
- Le secret professionnel des avocats à l'épreuve des enquêtes de l'Autorité des marchés financiers (AMF) **meilleure pratique 6** (nov.)
- Caroline HOUIN-BRESSAND, professeur à l'université Paris 2**
- Compensation des créances connexes de l'affactureur et de l'adhérent (*Procédures collectives*) **comm. 48** (mars)
 - Indivisibilité en matière d'admission des créances et recours contre la décision du juge-commissaire (*Procédures collectives*) **comm. 49** (mars)
 - Sursis à statuer du juge-commissaire en présence d'une créance contestée (*Procédures collectives*) **comm. 50** (mars)
 - Vérification des créances et destinataire de la contestation (*Procédures collectives*) **comm. 77** (mai)
 - Vérification des créances et observations du débiteur (*Procédures collectives*) **comm. 78** (mai)
 - Admission des intérêts à échoir (*Procédures collectives*) **comm. 79** (mai)
 - Déclaration des créances et fraude du débiteur (*Procédures collectives*) **comm. 133** (sept.)
 - Admission des créances et prescription (*Procédures collectives*) **comm. 134** (sept.)
 - Prérogative du créancier bénéficiaire du privilège de procédure (*Procédures collectives*) **comm. 135** (sept.)
 - Revendication et affacturage (*Procédures collectives*) **comm. 136** (sept.)
 - Restitution et crédit-bail (*Procédures collectives*) **comm. 137** (sept.)
 - Déclaration des créances par le débiteur (*Procédures collectives*) **comm. 169** (nov.)
 - Recours contre les décisions du juge-commissaire (*Procédures collectives*) **comm. 170** (nov.)
 - Champ de compétence du tribunal de la procédure collective (*Procédures collectives*) **comm. 171** (nov.)
- Richard JADOT, avocat associé du cabinet HFW**
- Réforme du droit des sûretés et activités bancaires : la banque de financement (*Réforme du droit des sûretés*) **dossier 31** (sept.)
- Jérôme JULIEN, professeur à l'université Toulouse 1 - Capitole (Centre de droit privé, EA 1920)**
- Endettement et consommation (*Consommation*) **études 15** (sept.)
- Maxime JULIENNE, agrégé des facultés de droit, professeur à l'université d'Angers**
- Les crypto-monnaies : régulation et usages (*Crypto-monnaie*) **études 19** (nov.)
 - Réforme du Code civil, crise financière, blockchain : où en sont les garanties financières ? (*Sûretés*) **dossier 32** (sept.)
- Michael KERN, Senior Attorney, Cleary Gottlieb Steen & Hamilton (Frankfurt)**
- The Reform of Bank Creditor Hierarchy in the EU (*Bank Creditor hierarchy*) **dossier 5** (janv.)
- Nicolas KILGUS, ATER à la faculté de droit de Strasbourg**
- L'évolution des procédures de contestation des paiements (*Services de paiements*) **dossier 11** (mars)
- Caroline KLEINER, doctorante à l'université Paris I (Panthéon-Sorbonne), assistante à l'université de Genève**
- L'extension du champ d'application territoriale et monétaire des nouvelles règles sur le marché intérieur des services de paiement (*Services de paiements*) **dossier 9** (mars)
- Gilles KOLIFRATH, Partner, Kramer Levin Naftalis & Frankel LLP**
- Brexit : les dérivés prennent-ils la tangente ? (*Brexit*) **études 18** (sept.)
- Sami KOUHAIZ, docteur en droit**
- Précisions sur le contrôle dans les offres publiques (*Offre publique*) **études 3** (janv.)
- Sandie LACROIX-DE SOUSA, maître de conférences à l'université d'Orléans, co-directrice du Master 2 droit et gestion du patrimoine privé**
- L'octroi de crédit à l'épreuve des droits fondamentaux (*Droit bancaire et financier*) **dossier 41** (nov.)
- Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE, maître de conférences HDR, université de Strasbourg**
- Évolution du droit intéressant les PSP : extension des exceptions à leur monopole et assouplissement de leurs règles de création (*Services de paiements*) **dossier 10** (mars)
 - Le secret bancaire face au droit de la preuve (*Droit bancaire et financier*) **dossier 38** (nov.)
 - La résiliation unilatérale de la convention de compte décidée par la banque (*Banque*) **alerte 1** (janv.)
 - Le futur encadrement du cash-back en droit français (*Cash-back*) **alerte 66** (juill.)
- Hervé LE NABASQUE, agrégé des facultés de droit, professeur à l'université de Paris I (Panthéon-Sorbonne)**
- Définition de « l'offre au public » : le règlement « Prospectus » obscurcit la notion ! (*Règlement Prospectus*) **repère 4** (juill.)
 - Focus sur la réforme des actions de préférence (*Actions de préférence*) **repère 6** (nov.)
- Nicolas LEBLOND, maître de conférences, université de Valenciennes IDP EA1384**
- Contrat en unités de compte : définition des obligations éligibles à l'assurance-vie (*Assurance-vie*) **comm. 11** (janv.)
 - Pas d'obligation pour l'assureur de proposer une traduction du contrat d'assurance lorsque le souscripteur est étranger (*Contrat d'assurance*) **comm. 13** (janv.)
 - Recours entre assureurs d'un ensemble routier : pas de partage égalitaire entre l'assureur du tracteur et l'assureur de la remorque (*Assurance automobile*) **comm. 14** (janv.)
 - La faculté annuelle de résiliation est conforme à la Constitution (*Assurance emprunteur*) **comm. 36** (mars)
 - La résiliation après sinistre ne doit pas être abusive (*Résiliation après sinistre*) **comm. 37** (mars)
 - Le mari, la femme, le divorce et l'assurance pour compte (*Assurance pour compte*) **comm. 38** (mars)
 - Obligation d'information et de conseil : ne pas oublier le souscripteur éventuel (*Intermédiaires d'assurance*) **comm. 39** (mars)
 - Quand les héritiers ne sont pas les héritiers (*Assurance-vie*) **comm. 40** (mars)
 - Obligation d'information du souscripteur : la notice, rien que la notice ! (*Assurance emprunteur*) **comm. 66** (mai)
 - L'action contre le mandataire en charge des arbitrages des unités de comptes est soumise à la prescription biennale (*Assurance-vie*) **comm. 67** (mai)
 - Interprétation du contrat d'assurance en faveur du souscripteur consommateur (*Contrat d'assurance*) **comm. 68** (mai)
 - L'exclusion des dommages survenus lors d'essais sur circuit fermé n'est pas toujours valable (*Assurance automobile*) **comm. 123** (sept.)
 - La déchéance de garantie pour fausse déclaration de sinistre nécessite que soit apportée la preuve de la mauvaise foi de l'assuré (*Assurance*) **comm. 124** (sept.)

- Précisions sur la levée du secret médical et sur la preuve de la remise de la notice d'information (*Assurance emprunteur*) **comm. 125 (sept.)**
- Sauf éléments particuliers, le notaire n'a pas à vérifier la sincérité de la souscription d'une assurance obligatoire par le vendeur d'un immeuble à construire (*Assurance construction*) **comm. 126 (sept.)**
- Extension du domaine des obligations du prêteur envers l'emprunteur (*Assurance emprunteur*) **comm. 160 (nov.)**
- La désignation des héritiers en tant que bénéficiaires de l'assurance-vie en présence d'un legs universel (*Assurance-vie*) **comm. 161 (nov.)**
- Rappel utile : en cas de contradiction, les conditions particulières du contrat priment les conditions générales (*Contrat d'assurance*) **comm. 162 (nov.)**
- La déclaration de risque devra-t-elle bientôt être faite par une mention manuscrite ? (*Contrat d'assurance*) **comm. 163 (nov.)**

Dominique LEGEAIS, professeur à l'université René Descartes, Sorbonne Paris Cité, directeur du CEDAG

- Financement des PME et PMI (*Financement des entreprises*) **dossier 13 (mai)**
- Quel avenir pour la blockchain ? (*Blockchain*) **repère 2 (mars)**
- Formalisme applicable à un cautionnement à durée indéterminée (*Cautionnement*) **comm. 3 (janv.)**
- Formalisme (*Cautionnement*) **comm. 4 (janv.)**
- Quelle réforme pour le droit des sûretés ? (*Réforme du droit des sûretés*) **repère 5 (sept.)**
- Mention manuscrite (*Cautionnement*) **comm. 5 (janv.)**
- Appréciation de la proportionnalité pour le cautionnement consenti par un époux marié (*Cautionnement*) **comm. 6 (janv.)**
- L'admission du cumul du devoir de mise en garde et du principe de proportionnalité (*Cautionnement*) **comm. 7 (janv.)**
- Droit pour la caution d'invoquer une faute commise dans la fourniture de l'assurance-groupe (*Cautionnement*) **comm. 8 (janv.)**
- Bénéfice de subrogation (*Cautionnement*) **comm. 9 (janv.)**
- Mention manuscrite (*Cautionnement*) **comm. 29 (mars)**
- Portée du devoir de se renseigner du banquier (*Cautionnement*) **comm. 30 (mars)**
- Qualification procédurale du principe de proportionnalité (*Cautionnement*) **comm. 31 (mars)**
- Opposabilité du droit de rétention (*Droit de rétention*) **comm. 32 (mars)**
- Portée de la réforme du droit des contrats (*Sûretés*) **comm. 62 (mai)**
- Absorption d'une société (*Cautionnement*) **comm. 63 (mai)**
- Régime du cautionnement réel (*Cautionnement réel*) **comm. 64 (mai)**
- Proportionnalité (*Cautionnement*) **comm. 65 (mai)**
- Projet de loi PACTE (*Sûretés*) **comm. 90 (juill.)**
- Formalisme des mentions manuscrites (*Cautionnement*) **comm. 91 (juill.)**
- Formalisme du montant de l'engagement (*Cautionnement*) **comm. 92 (juill.)**
- Formalisme du cautionnement fourni par une collectivité (*Cautionnement*) **comm. 93 (juill.)**
- Principe de proportionnalité et régime de communauté (*Cautionnement*) **comm. 94 (juill.)**
- Proportionnalité et régime de séparation de biens (*Cautionnement*) **comm. 95 (juill.)**
- Critères de la qualification de caution avertie (*Cautionnement*) **comm. 96 (juill.)**
- Devoir de mise en garde (*Cautionnement*) **comm. 97 (juill.)**

- Obligation d'information de la caution (*Cautionnement*) **comm. 98 (juill.)**
- Responsabilité notariale (*Cautionnement*) **comm. 99 (juill.)**
- Domaine d'application de l'article L.650-1 du Code commerce (*Cautionnement*) **comm. 100 (juill.)**
- Modalités de calcul du délai de prescription (*Cautionnement*) **comm. 118 (sept.)**
- Dol (*Cautionnement*) **comm. 119 (sept.)**
- Principe de proportionnalité (*Cautionnement*) **comm. 120 (sept.)**
- Opposabilité du nantissement de compte-titres (*Cautionnement*) **comm. 121 (sept.)**
- Loi Pacte (*Sûretés*) **comm. 154 (nov.)**
- Formalisme applicable au cautionnement d'un engagement de location (*Cautionnement*) **comm. 155 (nov.)**
- Proportionnalité en cas de retour à meilleure fortune (*Cautionnement*) **comm. 156 (nov.)**
- Proportionnalité de l'engagement de caution (*Cautionnement*) **comm. 157 (nov.)**
- Preuve de la proportionnalité et situation patrimoniale (*Proportionnalité*) **comm. 158 (nov.)**
- Cofidésusur et disproportion de l'engagement de la caution (*Cautionnement*) **comm. 159 (nov.)**

Matthias LEHMANN, professeur à l'université Martin Luther, Halle-Wittenberg

- L'indépendance des banques centrales face au contrôle judiciaire (*Droit bancaire et financier*) **dossier 24 (juill.)**

Kevin MAGNIER-MERRAN, maître de conférences à l'université de Lorraine

- La « DSP 2 » et les nouveaux services de paiement : chronique d'une « démonopolisation » bancaire annoncée (*Services de paiements*) **dossier 7 (mars)**

Samia MAOUCHE, docteur en droit

- Suppression de la limite d'âge des entreprises bénéficiaires de microcrédits professionnels (*Microcrédits professionnels*) **alerte 113 (nov.)**
- Entrée en vigueur de la DDA et des mesures de transposition (*Distribution d'assurance*) **alerte 116 (nov.)**
- France / Japon : Signature d'accords-cadres en vue de promouvoir l'innovation dans le secteur financier (*Services financiers*) **alerte 121 (nov.)**
- France / monde : point d'étape sur l'évolution des ICO (AMF) **alerte 122 (nov.)**
- L'ESMA renouvelle sa restriction relative aux CFD (ESMA) **alerte 123 (nov.)**
- États financiers 2018 : priorités de l'AMF et de l'ESMA pour les sociétés cotées (AMF) **alerte 124 (nov.)**
- Gouvernement d'entreprise des sociétés cotées : publication du 5^e rapport annuel du HCGE (HCGE) **alerte 125 (nov.)**
- MIF 2 et séparation SGP/EI : actualisation de la doctrine de l'AMF (MIF 2) **alerte 127 (nov.)**
- Les régulateurs financiers britanniques consultent sur les risques financiers liés au changement climatique (*Climat*) **alerte 128 (nov.)**
- « Directive Droits des actionnaires II » : Évolution de la doctrine de l'AMF sur le vote en AG (AMF) **alerte 131 (nov.)**
- FinTechs : Lancement de l'API Exchange par l'ASEAN Financial Innovation Network (*Fintech*) **alerte 134 (nov.)**

Julien MARTIN, agrégé des facultés de droit, professeur de droit public, université de Bordeaux

- La prudence de la Cour de cassation vis-à-vis des emprunts structurés des collectivités territoriales (*Financement structuré*) **études 8 (mai)**
- L'indispensable communication du projet de transaction à l'organe délibérant d'une collectivité

territoriale (<i>Exécution</i>).....	comm. 61 (mai)	Marie NICOLAS-GRÉCIANO, maître de conférences en droit privé (Centre Michel de l'Hospital)	• L'alerte professionnelle au sein des établissements de crédit face à la liberté d'expression (<i>Banque</i>).....	dossier 43 (nov.)
Francesco MARTUCCI, professeur à l'université Panthéon-Assas, Collège européen de Paris		Pauline PAILLER, professeur à l'université de Reims	• L'information seulement imprécise ne peut donner lieu à sanction (<i>Manipulation de marché</i>).....	comm. 22 (janv.)
• La BCE, une autorité monétaire suprême ? (<i>Droit bancaire et financier</i>).....	dossier 22 (juill.)	• Difficultés de mise en oeuvre du principe « ne bis in idem » en droit interne (<i>Ne bis in idem</i>).....	comm. 55 (mars)	
Bernardo MASSELLA DUCCI TERI, Associate, Cleary Gottlieb Steen & Hamilton (Rome)		• Ne bis in idem : les conditions d'un cumul légitime pour la Cour de justice (<i>Infractions et Sanctions</i>).....	comm. 82 (mai)	
• The Reform of Bank Creditor Hierarchy in the EU (<i>Bank Creditor hierarchy</i>).....	dossier 5 (janv.)	• Manipulation de cours : pratiques de layering (<i>Infractions et Sanctions</i>).....	comm. 110 (juill.)	
Nicolas MATHEY, professeur à l'université Paris Descartes Sorbone Paris Cité, membre du CEDAG		• La suppression de courriels équivaut au refus d'accès à un document (<i>Entrave à l'enquête</i>).....	comm. 148 (sept.)	
• La question des délais de paiement (<i>Crédit inter-entreprises</i>).....	dossier 15 (mai)	• Précisions concernant le rôle de la CA Paris saisie d'un recours contre une décision de sanction de l'AMF (<i>Recours</i>).....	comm. 174 (nov.)	
Anthony MAYMONT, maître de conférences en droit privé, université Clermont Auvergne, membre du Centre de recherche Michel de l'Hospital (EA 4232)		• Les dérivés sur crypto-monnaie sont des contrats financiers (<i>Produits dérivés sur crypto-monnaie</i>).....	alerte 23 (mars)	
• Le droit bancaire et financier à la lumière des droits fondamentaux (<i>Droit bancaire</i>).....	dossier 35 (nov.)	• Discussions concernant une harmonisation européenne des régimes applicables aux fonds de résolution et aux fonds de garantie en matière d'assurance (<i>Assurance</i>).....	alerte 86 (sept.)	
• La liberté contractuelle du banquier : un droit fondamental ? (<i>Droit bancaire et financier</i>).....	dossier 37 (nov.)			
Séverine MENÉTREY, docteur en droit (université Panthéon-Assas et université Laval-Québec)		Yves PICOD, professeur à l'université de Perpignan	• Endettement et consommation (<i>Consommation</i>).....	études 15 (sept.)
• La fonction juridictionnelle à l'ère de la suprématie : pourquoi parle-t-on de cours suprêmes ? (<i>Droit bancaire et financier</i>).....	dossier 23 (juill.)	Stéphane PIÉDELIÈVRE, professeur à l'université Paris-Est	• Contestation et lettre recommandée (<i>Saisie-attribution</i>).....	comm. 15 (janv.)
François MOLINIÉ, avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation		• Adjudication et résolution de la vente (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 16 (janv.)	
• Visites domiciliaires de l'AMF et droits fondamentaux : panorama et perspectives au regard de quelques évolutions récentes (<i>Autorité des marchés financiers</i>).....	études 5 (mars)	• Indisponibilité et promesse de vente (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 17 (janv.)	
Pierre MONTEIL, avocat, Charles Russel Speechlys		• Commandement de payer et péremption (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 18 (janv.)	
• Représentation et transmission des titres financiers au temps de la blockchain (<i>Blockchain</i>).....	meilleure pratique 4 (juill.)	• Ouverture de la procédure et logement (<i>Surendettement</i>).....	comm. 19 (janv.)	
Jean-Marc MOULIN, maître de conférences à l'université de Caen		• Bonne foi et nouvelle demande (<i>Surendettement</i>).....	comm. 41 (mars)	
• Green bonds - Principes des Obligations Vertes (<i>Green Loan Principles</i>) (<i>Obligations vertes</i>).....	comm. 83 (mai)	• Déclaration de revenus et bonne foi (<i>Surendettement</i>).....	comm. 42 (mars)	
• Protection des investisseurs (<i>Financement participatif</i>).....	comm. 84 (mai)	• Acte notarié et défaut de forme (<i>Titre exécutoire</i>).....	comm. 43 (mars)	
• Initial Coin Offerings ou ICOs (<i>Marché financier</i>).....	comm. 85 (mai)	• Annulation du jugement d'orientation et adjudication (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 44 (mars)	
• Commission européenne - Finance durable - Propositions législatives (<i>Finance durable</i>).....	comm. 111 (juill.)	• Désistement et compétence du juge de l'exécution (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 45 (mars)	
• Finance religieuse : Oeconomicae et pecuniariae quaestiones (<i>Finance religieuse</i>).....	comm. 112 (juill.)	• Juge de l'exécution et créance (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 46 (mars)	
• Finance durable : indices de référence (<i>Finance durable</i>).....	comm. 149 (sept.)	• Point de départ et notification (<i>Astreinte</i>).....	comm. 47 (mars)	
• Finance durable : publication d'informations sur l'intégration des risques (<i>Finance durable</i>).....	comm. 150 (sept.)	• Liquidation judiciaire et bien indivis (<i>Déclaration d'insaisissabilité</i>).....	comm. 69 (mai)	
Anne-Catherine MULLER, agrégée des facultés de droit, professeur à l'université de Paris 1		• Ouverture de la procédure et saisie des rémunérations (<i>Surendettement</i>).....	comm. 70 (mai)	
• Règlement (UE) 2017/2402 du 12 décembre 2017 créant un cadre général pour la titrisation, ainsi qu'un cadre spécifique pour les titrisations simples, transparentes et standardisées (<i>Droit communautaire - Titrisation</i>).....	comm. 58 (mars)	• Demande par des époux et conditions de recevabilité (<i>Surendettement</i>).....	comm. 71 (mai)	
• Projet de révision de la supervision européenne (<i>Supervision</i>).....	comm. 88 (mai)	• Condition d'ouverture et bonne foi (<i>Surendettement</i>).....	comm. 72 (mai)	
• Responsabilité. Évaluation du client. Devoir de fournir une information adaptée (<i>Prestataire de services d'investissement</i>).....	comm. 143 (sept.)	• Dénonciation et nullité (<i>Saisie conservatoire</i>).....	comm. 73 (mai)	
Alexandre NAMOUN, chargé de cours		• Liquidation judiciaire et reprise de la saisie (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 74 (mai)	
• Sur la trace des tracking stocks... (<i>Actions traçantes</i>).....	études 14 (juill.)	• Commandement et nullité (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 75 (mai)	
		• Commandement de payer et effet interruptif (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 76 (mai)	
		• Pouvoirs et déchéance du droit aux intérêts (<i>Juge de l'exécution</i>).....	comm. 103 (juill.)	

- Mesure conservatoire et autorité de la décision (*Juge de l'exécution*) **comm. 104 (juill.)**
- Rétractation des mesures et obtention d'un titre exécutoire (*Mesures conservatoires*) **comm. 105 (juill.)**
- Juge de l'exécution et vérification de la créance (*Saisie immobilière*) **comm. 106 (juill.)**
- Distribution de prix et créancier chirographaire (*Saisie immobilière*) **comm. 107 (juill.)**
- Ouverture de la procédure et suspension des voies d'exécution (*Surendettement*) **comm. 127 (sept.)**
- Conversion et caducité (*Mesures conservatoires*) **comm. 128 (sept.)**
- Deuxième saisie et créance distincte (*Saisie-attribution*) **comm. 129 (sept.)**
- Demande incidente et jugement d'orientation (*Saisie immobilière*) **comm. 130 (sept.)**
- Déclaration des créances et déchéance des sûretés (*Saisie immobilière*) **comm. 131 (sept.)**
- Mise à prix et baisse du prix (*Saisie immobilière*) **comm. 132 (sept.)**
- EIRL et ouverture de la procédure (*Surendettement*) **comm. 164 (nov.)**
- Saisie de meubles et entrée dans les lieux (*Saisie conservatoire*) **comm. 165 (nov.)**
- Cause de la saisie et prescription (*Saisie-attribution*) **comm. 166 (nov.)**
- Contestation tardive et créance indisponible (*Saisie immobilière*) **comm. 167 (nov.)**
- Effet interruptif de la prescription et répartition du prix (*Saisie immobilière*) **comm. 168 (nov.)**

Yannick PIETTE, avocat à la Cour - Associé

- Champ de compétence de la cour d'appel de Paris en matière de recours contre les décisions de conformité de l'AMF (*Offre publique d'achat*) **comm. 144 (sept.)**
- Offre publique d'échange non sollicitée et expertise indépendante (*Offre publique d'échange*) **comm. 145 (sept.)**
- Offre publique d'achat simplifiée et radiation de la cote (*Offre publique d'achat*) **comm. 146 (sept.)**

Sébastien PRAICHEUX, avocat, Counsel Clifford Chance Europe LLP

- Réforme du Code civil, crise financière, blockchain : où en sont les garanties financières ? (*Sûretés*) **dossier 32 (sept.)**

Thibault de RAVEL D'ESCLAPON, docteur en droit

- Le renforcement de la protection des informations intéressant l'utilisateur de services de paiement (*Services de paiements*) **dossier 8 (mars)**

Isabelle RIASSETTO, professeur à l'université du Luxembourg

- La ségrégation des instruments financiers et le dépositaire d'OPC (*Gestion collective*) **études 17 (sept.)**
- Préjudice causé par le dépassement d'un mandat de gestion (*Gestion individuelle*) **comm. 20 (janv.)**
- Information et rémunération des distributeurs d'OPC (*Gestion collective*) **comm. 54 (mars)**
- EuVECA et EuSEF : aujourd'hui et demain (*Gestion collective*) **comm. 81 (mai)**
- Obligation d'évaluer son client et responsabilité du gestionnaire de portefeuille (*Gestion individuelle*) **comm. 109 (juill.)**
- Distribution transfrontalière d'OPC (*Gestion collective*) **comm. 147 (sept.)**
- L'investisseur institutionnel en fonds d'investissement et l'assurance contre la fraude (*Gestion collective*) **comm. 173 (nov.)**

Louis-Nicolas RICARD, Professional Support Lawyer

- Transformation numérique de l'économie : comment aller plus loin ? (*Financement de l'économie*) **alerte 7 (janv.)**

- Résolution des défaillances bancaires : un chantier en cours (*MRU*) **alerte 8 (janv.)**
- Publication d'une étude sectorielle sur l'Intelligence artificielle (IA) (*Métiers de la banque*) **alerte 9 (janv.)**
- Entrée en vigueur de la DSP 2 : publications de l'ABE (*Services de paiement*) **alerte 10 (janv.)**
- Mise en oeuvre de la DSP 2 : le choix de la sécurité (DSP 2) **alerte 11 (janv.)**
- Publication du 10^e rapport sur les risques et les vulnérabilités dans le secteur bancaire européen : un secteur plus résistant et des défis persistants (*ABE*) **alerte 12 (janv.)**
- RGPD : un logiciel pour réaliser son analyse d'impact sur la protection des données (PIA) (*Protection des données*) **alerte 13 (janv.)**
- MIF 2 : délai de l'ESMA pour l'identifiant légal (LEI) (*Marchés financiers*) **alerte 14 (janv.)**
- 11^e édition de la régulation financière et de la conformité (*Régulation financière*) **alerte 15 (janv.)**
- Climate Finance Day : engagement de l'AMF en faveur d'une finance durable (*Finance durable*) **alerte 16 (janv.)**
- Un cadre législatif pour la Blockchain (*Titres*) **alerte 17 (janv.)**
- Publication du rapport sur l'investissement responsable dans la gestion collective (*ISR*) **alerte 18 (janv.)**
- Publication du rapport Proxinvest : « Assemblées Générales 2017 et activisme actionnarial - Saison 2017 » (*Société cotée*) **alerte 19 (janv.)**
- AMF : 14^e rapport annuel sur le gouvernement d'entreprise, la rémunération des dirigeants, le contrôle interne et la gestion des risques (*Gouvernance d'entreprise*) **alerte 20 (janv.)**
- ICO : quels risques pour les investisseurs et les entreprises ? (*ICO*) **alerte 21 (janv.)**
- Actualisation des lignes directrices conjointes ACPR/TRACFIN relatives aux obligations de déclaration de soupçon des organismes financiers (*TRACFIN*) **alerte 51 (mai)**
- Remise du rapport de l'Observatoire des délais de paiement (*Délais de paiement*) **alerte 52 (mai)**
- Green Supporting Factor : pour une accélération de la finance durable (*Finance durable*) **alerte 53 (mai)**
- Rapport sur les collèges de supervision de l'EBA (*SREP*) **alerte 54 (mai)**
- Révolution numérique dans le secteur financier : une étude de l'ACPR (*ACPR*) **alerte 55 (mai)**
- Publication du FSB sur les saines pratiques de rémunération (*Stabilité financière*) **alerte 56 (mai)**
- Crypto-actifs : pistes d'encadrement de la Banque de France (*Crypto-actifs*) **alerte 57 (mai)**
- Signature d'un protocole d'accord entre l'AELE et les autorités européennes de supervision (*Autorités européennes de supervisions*) **alerte 58 (mai)**
- Opinion négative de l'ESMA sur le projet de pratique de marché admise de l'AMF (*ESMA*) **alerte 59 (mai)**
- VentureEU : une initiative européenne pour le financement de l'économie (*Europe*) **alerte 60 (mai)**
- Banque de France : rapport de surveillance 2017 (*Marchés financiers*) **alerte 61 (mai)**
- Rapport des autorités européennes de supervision sur le Big Data (*Autorités européennes de supervisions*) **alerte 62 (mai)**
- Feuille de route FinTechs de l'EBA (*Fintech*) **alerte 63 (mai)**
- Réunion du HCSF (*Droit financier*) **alerte 64 (mai)**
- HCPJ : publication de rapports intéressant le droit des sociétés (*HCPJ*) **alerte 65 (mai)**
- Le Gouvernement habilité à modifier par ordonnance les règles applicables au TEG (*Crédit aux*)

entreprises).....	alerte 90 (sept.)
• Mise à jour des lignes directrices de l'EBA sur le traitement des plaintes (ABE).....	alerte 91 (sept.)
• Conformité de l'ACPR aux recommandations de l'EBA sur l'externalisation vers des fournisseurs de services en nuage (ACPR).....	alerte 92 (sept.)
• Rapport sur les conséquences juridiques des modifications d'indices de référence (HCJP).....	alerte 93 (sept.)
• Lignes directrices définitives de l'EBA sur les signalements de fraudes (EBA).....	alerte 94 (sept.)
• Médiation du crédit aux entreprises : renouvellement de l'accord de Place et nomination (Crédit aux entreprises).....	alerte 95 (sept.)
• Publication d'une note de synthèse des rapports BREXIT (Union européenne).....	alerte 96 (sept.)
• Publication de deux rapports sur les effets des Fintech et de l'innovation pour le secteur (EBA).....	alerte 97 (sept.)
• Publication du rapport annuel 2017 de l'observatoire de l'inclusion bancaire (Surendettement).....	alerte 98 (sept.)
• Restrictions de l'ESMA sur certains produits financiers (Marchés financiers).....	alerte 99 (sept.)
• Entrée en application du nouveau règlement Prospectus (Offres publiques).....	alerte 100 (sept.)
• Quel code de gouvernance pour les administrateurs britanniques ? (Gouvernance).....	alerte 101 (sept.)
• Commercialisation d'instruments financiers : synthèse des bonnes et mauvaises pratiques (Instruments financiers).....	alerte 102 (sept.)
• Orientations sur l'évaluation de l'aptitude des membres de l'organe de direction et des titulaires de postes clés (Gouvernance).....	alerte 103 (sept.)
• Cartographie AMF 2018 : des risques financiers élevés (AMF).....	alerte 104 (sept.)
• Fonds pseudo-actifs : l'AMF propose une approche alternative à celle utilisée aujourd'hui en Europe (AMF).....	alerte 105 (sept.)
• Une nouvelle pratique de marché pour les contrats de liquidité (AMF).....	alerte 106 (sept.)
• Lancement du premier contrat-cadre ISDA en droit français (ISDA Master Agreement).....	alerte 107 (sept.)
• Programme de travail 2019 de l'EBA (EBA).....	alerte 114 (nov.)
• Impact préliminaire des réformes de Bâle sur le capital des banques de l'UE et contrôle des mesures de liquidité (Contrôle bancaire).....	alerte 115 (nov.)
• RGPD : 1 ^{er} bilan de la CNIL (Données personnelles).....	alerte 117 (nov.)
• Blockchain : 1 ^{er} éléments d'analyse de la CNIL (Données personnelles).....	alerte 118 (nov.)
• Résultats aux stress tests européens 2018 (EBA).....	alerte 119 (nov.)
• « Directive OPCVM V » : L'AMF publie un guide sur la mise en oeuvre des obligations des dépositaires d'OPCVM (AMF).....	alerte 120 (nov.)
• Document d'enregistrement universel (URD) : préparation à l'échéance réglementaire (Sociétés cotées).....	alerte 126 (nov.)
• Publication du rapport 2017 de l'ESMA sur l'approbation des prospectus (Offres publiques).....	alerte 129 (nov.)
• Une mission sur la cotation des entreprises en France (Financement des entreprises).....	alerte 130 (nov.)
• L'ESMA se concentrera sur la convergence et la supervision en matière de surveillance en 2019 (ESMA).....	alerte 132 (nov.)
• Reporting climat : publication d'un cadre opérationnel (Gouvernance).....	alerte 133 (nov.)
• Bilan du HCSF : 18 ^e séance (Droit financier).....	alerte 135 (nov.)

• Remise des diplômes du Master 2 Droit Bancaire et Financier de l'université Paris 2 Panthéon-Assas (Remise de prix).....	alerte 136 (nov.)
--	--------------------------

Jean-François RIFFARD, maître de conférences HDR

• Le banquier, le compte et le contrôle : retour sur une notion fondamentale, mais négligée (Droit bancaire et financier).....	dossier 40 (nov.)
--	--------------------------

Myriam ROUSSILLE, agrégée des facultés de droit, professeur à l'université du Mans, IRJS (Sorbonne Affaires Finance)

• Réforme du droit des obligations et opérations de financement : ratification vaut-elle sécurisation ? (Droit des obligations).....	alerte 47 (mai)
• Comptes de paiement : et si la CJUE contribuait à clarifier les règles du jeu ? (Banque).....	alerte 108 (nov.)

Géraldine ROZIER, Docteur en droit

• L'Autorité des marchés financiers met à jour ses chartes de l'enquête et du contrôle (AMF).....	alerte 3 (janv.)
• Dispositif d'enregistrement électronique partagé pour la représentation et la transmission de titres financiers (Titres financiers).....	alerte 4 (janv.)
• Tracfin : rapport 2016 sur les risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme (TRACFIN).....	alerte 5 (janv.)
• L'AMF publie une étude sur les frais facturés par les OPCVM distribués en France (AMF).....	alerte 24 (mars)
• L'ACPR et l'AMF précisent leurs attentes vis-à-vis du financement participatif (AMF).....	alerte 25 (mars)
• AMF : l'offre de dérivés sur crypto-monnaies nécessite un agrément et est interdite à la publicité par voie électronique (AMF).....	alerte 48 (mai)
• AMF et ACPR clarifient la qualification juridique des activités de conseil en cession, transmission et acquisition d'entreprise (AMF).....	alerte 49 (mai)
• Rapport 2017 du médiateur de l'AMF (AMF).....	alerte 50 (mai)
• Publication du rapport annuel 2017 du Pôle commun à l'ACPR et à l'AMF (AMF).....	alerte 67 (juill.)
• Publication du rapport annuel 2017 de l'Observatoire de l'inclusion bancaire (Observatoire).....	alerte 68 (juill.)
• Rapport annuel 2017 de l'Observatoire de la sécurité des moyens de paiement (Moyens de paiement).....	alerte 87 (sept.)
• Remise du rapport Landau sur les crypto-actifs (Crypto-monnaies).....	alerte 88 (sept.)
• Tracfin : Rapport d'activité 2017 (TRACFIN).....	alerte 89 (sept.)
• BCE : publication d'un guide relatif aux inspections sur place et aux enquêtes sur les modèles internes (BCE).....	alerte 110 (nov.)
• Étude sur les modèles d'affaires des banques en ligne et des néobanques (ACPR).....	alerte 111 (nov.)
• L'AMF publie la synthèse de cinq contrôles menés sur la connaissance et l'expérience des clients en matière d'investissement (AMF).....	alerte 112 (nov.)

Thierry SAMIN, chargé d'enseignement à l'université René Descartes (Paris V)

• Modification de la hiérarchie des créanciers des établissements de crédit et création d'une nouvelle catégorie de titres de créance : enjeux pour les banques, intérêt pour les déposants (Hiérarchie des créanciers).....	dossier 3 (janv.)
• Réforme du droit des sûretés et activités bancaires : aspects intéressants la banque de détail (Réforme du droit des sûretés).....	dossier 29 (sept.)
• Responsabilité extra-contractuelle du banquier tiré ayant refusé de payer le chèque (Chèque émis en France et libellé en francs tiré sur une banque brésilienne).....	comm. 1 (janv.)

- La Cour de justice, les prêts en devise et le droit des clauses abusives : il va falloir remettre l'ouvrage sur le métier ! (*Prêt en devise*) **comm. 2 (janv.)**
- Régime spécifique applicable aux établissements de crédit (*Droit commun des pratiques restrictives de concurrence*) **comm. 26 (mars)**
- Le dépôt d'espèces au guichet automatique de la banque et le droit à la preuve (*Droit des moyens de paiement et des transferts de fonds*) **comm. 27 (mars)**
- Refus par la banque désignée par la Banque de France d'ouvrir le compte (*Droit au compte des personnes morales*) **comm. 59 (mai)**
- Le contentieux des emprunts structurés devant la Cour de cassation ! (*Emprunts structurés*) **comm. 60 (mai)**
- Immunité d'exécution : avoirs des banques centrales étrangères (*Droit des comptes*) **comm. 89 (juill.)**
- Articulation de la garantie des dépôts espèces et de la garantie des investisseurs (*Garantie des dépôts*) **comm. 115 (sept.)**
- Dissociation des fonctions de président du conseil d'administration et de directeur général (*Dirigeants effectifs*) **comm. 116 (sept.)**
- La responsabilité du prestataire de services de paiement en présence d'un prélèvement non autorisé : plus de questions que de réponses (*Prestataire de services de paiement*) **comm. 117 (sept.)**
- Pièces pouvant être produites par un établissement de crédit dans le cadre d'une procédure l'opposant à un client (*Secret bancaire*) **comm. 152 (nov.)**
- Taux d'intérêt négatif, obligation de restitution de l'emprunteur, rémunération du prêteur et marge commerciale de la banque : zéro est arrivé ou zéro pointé ? (*Opérations de crédit*) **comm. 153 (nov.)**

Agathe SOILLEUX, avocate associée, Weil, Gotshal & Manges LLP

- Champ de compétence de la cour d'appel de Paris en matière de recours contre les décisions de conformité de l'AMF (*Offre publique d'achat*) **comm. 144 (sept.)**
- Offre publique d'échange non sollicitée et expertise indépendante (*Offre publique d'échange*) **comm. 145 (sept.)**
- Offre publique d'achat simplifiée et radiation de la cote (*Offre publique d'achat*) **comm. 146 (sept.)**

Michel STORCK, professeur à la faculté de droit de Strasbourg

- La société de gestion d'un fonds commun de titrisation représente le fonds en justice, mais doit être expressément chargée du recouvrement des créances cédées (*Titrisation*) **comm. 21 (janv.)**
- Retrait d'office par l'AMF de l'agrément d'une société de gestion de FIA (*Gestion collective*) **comm. 53 (mars)**
- Service d'investissement de réception-transmission d'ordres sur des actions SICAV et obligation d'information du souscripteur (*Réception-transmission d'ordres pour le compte de clients*) **comm. 80 (mai)**
- Responsabilité du CIF pour informations inexactes ou trompeuses dans la plaquette commerciale établie par le producteur de l'OPC (*Chaînes de distribution d'OPC*) **comm. 108 (juill.)**
- Distribution transfrontalière d'OPC (*Gestion collective*) **comm. 147 (sept.)**
- Conventions conclues par les PSI avec les clients non professionnels en matière de gestion de portefeuille pour le compte de tiers (*Gestion de portefeuille*) **comm. 172 (nov.)**

Pierre STORRER, avocat au barreau de Paris, Kramer Levin Naftalis & Frankel LLP

- Quand le droit de la lutte anti-blanchiment marche sur une jambe (*Lutte anti-blanchiment*) **meilleure pratique 2 (mars)**

Hervé SYNDET, agrégé de droit privé et de sciences criminelles, professeur à l'université Panthéon-Assas (Paris II)

- Réforme du droit des sûretés et activités bancaires (*Sûretés*) **dossier 27 (sept.)**

Marina TELLER, agrégée des facultés de droit, université de Nice Sophia-Antipolis, CREDECO-CREDEG, CNRS, UMR 6227

- Le droit bancaire et financier à l'épreuve des cours suprêmes (*Droit bancaire et financier*) **dossier 19 (juill.)**

Philippe THOMAS, professeur de finance ESCP Europe

- Le recours à l'earn out dans les offres publiques (*Offres publiques d'acquisition*) **études 6 (mars)**
- Le gun jumping (*Contrôle des concentrations*) **études 9 (mai)**
- Sur la trace des tracking stocks... (*Actions traçantes*) **études 14 (juill.)**
- L'activisme actionnarial dans l'environnement juridique français (*Actionnaires*) **études 16 (sept.)**

Stéphane TORCK, professeur à l'Université Panthéon Assas Paris II, directeur de l'Institut de Droit des Affaires (IDA)

- Responsabilité extra-contractuelle du banquier tiré ayant refusé de payer le chèque (*Chèque émis en France et libellé en francs tiré sur une banque brésilienne*) **comm. 1 (janv.)**
- La Cour de justice, les prêts en devise et le droit des clauses abusives : il va falloir remettre l'ouvrage sur le métier ! (*Prêt en devise*) **comm. 2 (janv.)**
- Régime spécifique applicable aux établissements de crédit (*Droit commun des pratiques restrictives de concurrence*) **comm. 26 (mars)**
- Le dépôt d'espèces au guichet automatique de la banque et le droit à la preuve (*Droit des moyens de paiement et des transferts de fonds*) **comm. 27 (mars)**
- Refus par la banque désignée par la Banque de France d'ouvrir le compte (*Droit au compte des personnes morales*) **comm. 59 (mai)**
- Le contentieux des emprunts structurés devant la Cour de cassation ! (*Emprunts structurés*) **comm. 60 (mai)**
- Immunité d'exécution : avoirs des banques centrales étrangères (*Droit des comptes*) **comm. 89 (juill.)**
- Articulation de la garantie des dépôts espèces et de la garantie des investisseurs (*Garantie des dépôts*) **comm. 115 (sept.)**
- Dissociation des fonctions de président du conseil d'administration et de directeur général (*Dirigeants effectifs*) **comm. 116 (sept.)**
- La responsabilité du prestataire de services de paiement en présence d'un prélèvement non autorisé : plus de questions que de réponses (*Prestataire de services de paiement*) **comm. 117 (sept.)**
- Pièces pouvant être produites par un établissement de crédit dans le cadre d'une procédure l'opposant à un client (*Secret bancaire*) **comm. 152 (nov.)**
- Taux d'intérêt négatif, obligation de restitution de l'emprunteur, rémunération du prêteur et marge commerciale de la banque : zéro est arrivé ou zéro pointé ? (*Opérations de crédit*) **comm. 153 (nov.)**

Pierre TREILLE, avocat associé, Levine Keszler, AARPI

- Le secret professionnel des avocats à l'épreuve des enquêtes de l'Autorité des marchés financiers (AMF) **meilleure pratique 6 (nov.)**

Régis VABRES, professeur de droit privé à l'université de Bourgogne-Franche-Comté, UMR 6295 CNRS

- Le pouvoir d'enquête de l'AMF face à la protection des droits fondamentaux (*Droit bancaire et financier*) **dossier 42 (nov.)**

Vanessa VALETTE-ERCOLE, maître de conférences à l'université de Perpignan Via Domitia

- Endettement et consommation (*Consommation*) **études 15 (sept.)**

Actionnaires

- **L'activisme actionnarial dans l'environnement juridique français**, par Philippe THOMAS, professeur de finance ESCP Europe et Guillaume AGBODJAN, Master of Laws (LL.M.) in International Corporate Finance – University of Reading, Reading (UK)..... études 16 (sept.)

Actions traçantes

- **Sur la trace des tracking stocks...**, par Alexandre NAMOUN, chargé de cours et Philippe THOMAS, professeur de finance ESCP Europe..... études 14 (juill.)

Autorité des marchés financiers

- **Visites domiciliaires de l'AMF et droits fondamentaux : panorama et perspectives au regard de quelques évolutions récentes**, par François MOLINIÉ, avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation..... études 5 (mars)

Bank Creditor hierarchy

- **The Reform of Bank Creditor Hierarchy in the EU**, par Amélie CHAMPSAUR, Partner, Cleary Gottlieb Steen & Hamilton (Paris), Michael KERN, Senior Attorney, Cleary Gottlieb Steen & Hamilton (Frankfurt) et Bernardo MASSELLA DUCCI TERI, Associate, Cleary Gottlieb Steen & Hamilton (Rome)..... dossier 5 (janv.)

Banque

- **L'alerte professionnelle au sein des établissements de crédit face à la liberté d'expression**, par Marie NICOLAS-GRÉCIANO, maître de conférences en droit privé (Centre Michel de l'Hospital)..... dossier 43 (nov.)

Brexit

- **Brexit : les dérivés prennent-ils la tangente ?**, par Gilles KOLIFRATH, Partner, Kramer Levin Naftalis & Frankel LLP et Jérôme BLANCHET, avocat, Kramer Levin..... études 18 (sept.)

Cession Dailly

- **Bordereau Dailly : utiles précisions au sujet des conditions de forme, de la notification et de la portée des stipulations de l'acte générateur de la créance**, par Akram el Mejri, docteur en droit, chargé d'enseignement, université Panthéon-Assas (Paris 2)..... études 2 (janv.)

Consommation

- **Endettement et consommation**, par Yves PICOD, professeur à l'université de Perpignan, Vanessa VALETTE-ERCOLE, maître de conférences à l'université de Perpignan Via Domitia, Christophe ALBIGES, professeur à la faculté de droit de Montpellier et Jérôme JULIEN, professeur à l'université Toulouse 1 - Capitole (Centre de droit privé, EA 1920)..... études 15 (sept.)

Contrat de prêt

- **La mention du TEG dans les prêts professionnels sous l'empire de Rome I**, par Benoît FOURNIER, CMS Bureau Francis Lefebvre et Alexandre BORDENAVE, CMS Bureau Francis Lefebvre..... études 7 (mars)

Contrôle des concentrations

- **Le gun jumping**, par Charline FERRIER, juriste et Philippe THOMAS, professeur de finance ESCP Europe..... études 9 (mai)

Cour Suprême

- **L'approche matérielle des cours suprêmes : l'hypothèse d'une compétence fondée sur des objets de régulation transnationaux**, par Jean-Sylvestre BERGÉ, professeur à la faculté de droit de l'université Jean Moulin Lyon 3..... dossier 26 (juill.)

Cours suprêmes

- **Propos introductifs**, par Jean-Marie CANAC, Directeur..... dossier 20 (juill.)

Crédit aux entreprises

- **Le support public du financement non bancaire des PME et ETI : la Banque publique d'investissement**, par Anémone Cartier-Bresson, professeur à l'université Paris Descartes..... dossier 14 (mai)

Crédit inter-entreprises

- **La question des délais de paiement**, par Nicolas MATHEY, professeur à l'université Paris Descartes Sorbone Paris Cité, membre du CEDAG..... dossier 15 (mai)

Crowdfunding

- **Le financement participatif (crowdfunding) : quatre ans après l'adoption de l'ordonnance n° 2014-559 du 30 mai 2014**, par Mohamed CHAABEN, doctorant contractuel..... études 13 (juill.)

Crypto-monnaie

- **Les crypto-monnaies : régulation et usages**, par Maxime JULIENNE, agrégé des facultés de droit, professeur à l'université d'Angers..... études 19 (nov.)

Dettes senior non préférée

- **La nouvelle dette senior non préférée émise par les banques françaises et son articulation avec la résolution bancaire du point de vue de la protection des déposants**, par David BLACHE, adjoint au directeur de la Résolution, ACPR..... dossier 2 (janv.)

Données personnelles

- **Données personnelles : la difficile articulation des dispositions de la Directive sur les Services de Paiement 2 et du Règlement général sur la protection des données**, par Aurélie BANCK, consultant senior - Cabinet Cilex..... études 1 (janv.)

Droit bancaire et financier

- **La magistrature suprême à l'aune de la mondialisation du secteur bancaire : défis et perspectives**, par Pauline BÉGASSE DE DHAEM, chercheuse, centre Perelman (ULB) et SIEJ, (Université Saint-Louis - Bruxelles)..... dossier 21 (juill.)
- **La BCE, une autorité monétaire suprême ?**, par Francesco MARTUCCI, professeur à l'université Panthéon-Assas, Collège européen de Paris..... dossier 22 (juill.)
- **La fonction juridictionnelle à l'ère de la suprématie : pourquoi parle-t-on de cours suprêmes ?**, par Séverine MENÉTREY, docteur en droit (université Panthéon-Assas et université Laval-Québec)..... dossier 23 (juill.)
- **L'indépendance des banques centrales face au contrôle judiciaire**, par Matthias LEHMANN, professeur à l'université Martin Luther, Halle-Wittenberg..... dossier 24 (juill.)
- **Les autorités suprêmes et la recomposition du paysage des cours suprêmes**, par François BOUCARD, docteur en droit, avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation..... dossier 25 (juill.)

• **La prééminence des droits fondamentaux en droit bancaire et financier,**
par Ludovic BENEZECH, ATER en droit..... dossier 36 (nov.)

• **La liberté contractuelle du banquier : un droit fondamental ?**
par Anthony MAYMONT, maître de conférences en droit privé, université Clermont Auvergne, membre du Centre de recherche Michel de l'Hospital (EA 4232)..... dossier 37 (nov.)

• **Le secret bancaire face au droit de la preuve,**
par Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE, maître de conférences HDR, université de Strasbourg..... dossier 38 (nov.)

• **L'accès aux données bancaires au regard du respect de la vie privée,**
par Thierry BONNEAU, agrégé des facultés de droit, professeur à l'université Panthéon-Assas (Paris 2)..... dossier 39 (nov.)

• **Le banquier, le compte et le contrôle : retour sur une notion fondamentale, mais négligée,**
par Jean-François RIFFARD, maître de conférences HDR..... dossier 40 (nov.)

• **L'octroi de crédit à l'épreuve des droits fondamentaux,**
par Sandie LACROIX-DE SOUSA, maître de conférences à l'université d'Orléans, co-directrice du Master 2 droit et gestion du patrimoine privé..... dossier 41 (nov.)

• **Le pouvoir d'enquête de l'AMF face à la protection des droits fondamentaux,**
par Régis VABRES, professeur de droit privé à l'université de Bourgogne-Franche-Comté, UMR 6295 CNRS..... dossier 42 (nov.)

Endettement

• **De quelques considérations économiques en droit fiscal bancaire et financier,**
par Olivier DEBAT, professeur agrégé à l'université Toulouse 1 Capitole, avocat au barreau de Toulouse, co-directeur scientifique de la Revue fiscale du patrimoine..... études 4 (mars)

Financement des entreprises

• **Financement des PME et PMI,**
par Dominique LEGEAIS, professeur à l'université René Descartes, Sorbonne Paris Cité, directeur du CEDAG..... dossier 13 (mai)

• **Les financements alternatifs : le cas du financement participatif,**
par Philippe DIDIER, professeur à l'université Paris-Descartes, Sorbonne Paris Cité, membre du Centre de droit des affaires et de gestion (CEDAG)..... dossier 17 (mai)

• **Financement des PME et PMI,**
par Thierry BONNEAU, agrégé des facultés de droit, professeur à l'université Panthéon-Assas (Paris 2)..... dossier 18 (mai)

Financement structuré

• **La prudence de la Cour de cassation vis-à-vis des emprunts structurés des collectivités territoriales,**
par Julien MARTIN, agrégé des facultés de droit, professeur de droit public, université de Bordeaux..... études 8 (mai)

Gestion collective

• **La ségrégation des instruments financiers et le dépositaire d'OPC,**
par Isabelle RIASSETTO, professeur à l'université du Luxembourg..... études 17 (sept.)

Hiérarchie des créanciers

• **Modification de la hiérarchie des créanciers des établissements de crédit et création d'une nouvelle catégorie de titres de créance : enjeux pour les banques, intérêt pour les déposants,**
par Asmaa CHEIKH, direction des affaires juridiques du Groupe Société Générale et Thierry SAMIN, chargé d'enseignement à l'université René Descartes (Paris V)..... dossier 3 (janv.)

Marché financier

• **Le vecteur du placement privé,**
par Gautier BOURDEAUX, maître de conférences à l'université Paris Descartes, Paris V..... dossier 16 (mai)

Offre publique

• **Précisions sur le contrôle dans les offres publiques,**
par Sami KOUHAIZ, docteur en droit..... études 3 (janv.)

Offres publiques d'acquisition

• **Le recours à l'earn out dans les offres publiques,**
par Philippe THOMAS, professeur de finance ESCP Europe et Jordan AMSELLEM, chargé de cours..... études 6 (mars)

Prêt

• **La renégociation d'un prêt immobilier et sa formalisation,**
par Alain-Xavier BRIATTE, directeur financement & sûretés au sein d'un Office notarial, anciennement avocat près la cour d'appel de Paris..... études 10 (mai)

Réforme du droit des sûretés

• **Réforme du droit des sûretés et activités bancaires : aspects intéressant la banque de détail,**
par Thierry SAMIN, chargé d'enseignement à l'université René Descartes (Paris V)..... dossier 29 (sept.)

• **Réforme du droit des sûretés et activités bancaires : la banque de financement,**
par Richard JADOT, avocat associé du cabinet HFW..... dossier 31 (sept.)

• **Rapport de synthèse,**
par Pierre CROCO, professeur à l'université Panthéon-Assas (Paris II)..... dossier 34 (sept.)

Réglementation financière européenne

• **L'effet de la réglementation financière européenne sur le droit privé,**
par Danny BUSCH, professeur à l'Université de Nimègue, Pays-Bas..... études 12 (juill.)

Responsabilité du banquier

• **Problématiques autour de la responsabilité bancaire en matière de virement erroné,**
par Christian Gamaleu Kameni, docteur en droit..... études 11 (mai)

RGPD

• **Données personnelles : articulation de la Directive sur les Services de Paiement 2 et du Règlement général sur la protection des données - Acte II : suite et fin ?**
par Aurélie BANCK, consultant senior - Cabinet Cilex... études 20 (nov.)

Senior Non-Preferred Notes

• **Senior Non-Preferred Notes,**
par Pierre-André DESTREE, avocat au Barreau de Paris, Linklaters LLP..... dossier 4 (janv.)

Services de paiements

• **La « DSP 2 » et les nouveaux services de paiement : chronique d'une « démonopolisation » bancaire annoncée,**
par Kevin MAGNIER-MERRAN, maître de conférences à l'université de Lorraine..... dossier 7 (mars)

• **Le renforcement de la protection des informations intéressant l'utilisateur de services de paiement,**
par Thibault de RAVEL d'ESCLAPON, docteur en droit... dossier 8 (mars)

• **L'extension du champ d'application territoriale et monétaire des nouvelles règles sur le marché intérieur des services de paiement,**
par Caroline KLEINER, doctorante à l'université Paris I (Panthéon-Sorbonne), assistante à l'université de Genève..... dossier 9 (mars)

• **Évolution du droit intéressant les PSP : extension des exceptions à leur monopole et assouplissement de leurs règles de création,**
par Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE, maître de conférences HDR, université de Strasbourg..... dossier 10 (mars)

• **L'évolution des procédures de contestation des paiements,**
par Nicolas KILGUS, ATER à la faculté de droit de Strasbourg..... dossier 11 (mars)

Suretés

• **La prise de sûreté sur crypto-monnaie : le cas du Bitcoin,**
par Mehdi BALI, docteur en droit, avocat au barreau de New York..... études 21 (nov.)

Sûretés

• **L'influence de la future réforme des sûretés sur la banque de détail,**
par Charles GIJSBERS, agrégé des facultés de droit - professeur à l'université de Rouen - CUREJ, EA4703... dossier 28 (sept.)

• **Regards croisés sur l'avant-projet de réforme du droit des sûretés : la banque de financement,**
par Georges AFFAKI, professeur associé à l'université Panthéon-Assas (Paris II)..... dossier 30 (sept.)

• **Réforme du Code civil, crise financière, blockchain : où en sont les garanties financières ?,**
par Sébastien PRAICHEUX, Docteur en droit, Responsable Juridique, Calyon Financial SNC (France), Groupe Crédit Agricole SA..... dossier 32 (sept.)

• **Réforme du Code civil, crise financière, blockchain : où en sont les garanties financières ?,**
par Maxime JULIENNE, agrégé des facultés de droit, professeur à l'université d'Angers..... dossier 32 (sept.)

• **Comment les banques utilisent-elles les sûretés ?,**
par Alain GOURIO, docteur en droit, directeur juridique de la Fédération bancaire française..... dossier 33 (sept.)

A

ABE

Consommateurs.....	alerte 91 (sept.)
Rapport sur les risques et les vulnérabilités.....	alerte 12 (janv.)
Stress test.....	alerte 27 (mars)

ABUS DE MARCHÉ

Enquête	
Suppression de courriels	
<i>Entrave</i>	comm. 148 (sept.)
Principe ne bis in idem	
Cour de justice	
<i>Limitations (oui)</i>	comm. 82 (mai)

ACPR

Banque en ligne	
Néobanque.....	alerte 111 (nov.)
Conférence annuelle.....	alerte 71 (juill.)
DSP 2.....	alerte 30 (mars)
Rapport annuel 2017.....	alerte 73 (juill.)
Recommandations ABE.....	alerte 92 (sept.)
Révolution numérique	
étude.....	alerte 55 (mai)

ACTE DE CAUTIONNEMENT HYPOTHÉCAIRE

Fautes du notaire	
Responsabilité contractuelle (non)	
<i>Responsabilité délictuelle (oui)</i>	comm. 99 (juill.)

ACTIONNAIRES

Activisme.....	étude 16 (sept.)
----------------	------------------

ACTIONS

Obligations de négociation sur une plate- forme	
États tiers	
<i>Décision d'équivalence</i>	comm. 25 (janv.)

ACTIONS DE PRÉFÉRENCE

Projet de loi PACTE.....	repère 6 (nov.)
--------------------------	-----------------

ACTIONS TRAÇANTES

Droit financier.....	étude 14 (juill.)
----------------------	-------------------

ACTIVITÉS BANCAIRES ET FINANCIÈRES

Proposition de règlement	
Séparation	
<i>Commission européenne</i>	comm. 142 (sept.)

ADMISSION DES CRÉANCES

Intérêts à échoir	
Modalités d'admission.....	comm. 79 (mai)
Intervention de la prescription	
Cautionnement	
<i>Codébiteur solidaire</i>	comm. 134 (sept.)
Ordonnance du juge-commissaire	
Pourvoi	
<i>Indivisibilité</i>	comm. 49 (mars)

AFA

Rapport annuel 2017.....	alerte 83 (juill.)
--------------------------	--------------------

AMF

ACPR.....	alerte 48 (mai)
Acquisition d'entreprise.....	alerte 67 (juill.)
Financement participatif.....	alerte 49 (mai)
Alerte 25 (mars)	
Actionnaires	
AG	
<i>Droit de vote</i>	alerte 131 (nov.)
Banque	
Contrôles thématiques.....	alerte 112 (nov.)
Baromètre de l'épargne et de l'investisse- ment.....	alerte 40 (mars)
Cartographie des risques.....	alerte 104 (sept.)
Chartes.....	alerte 3 (janv.)
Commission des sanctions.....	repère 1 (janv.)

Contrats de liquidité.....	alerte 106 (sept.)
Décision de sanction	
Recours devant la cour d'appel de Paris	
<i>Effet dévolutif</i>	comm. 174 (nov.)
Fonds d'investissement	
Supervision.....	alerte 105 (sept.)
ICO.....	alerte 122 (nov.)
OPCVM.....	alerte 24 (mars)
Alerte 120 (nov.)	
Rapport annuel 2017.....	alerte 84 (juill.)
Saisies	
Secret professionnel des avocats.....	repère 6 (nov.)
Sanctions.....	repère 5 (sept.)
Sociétés cotées.....	alerte 124 (nov.)
Stratégie.....	alerte 43 (mars)
Trading spéculatif	
Epargne salariale.....	alerte 50 (mai)

ARTICLE L. 650-1 DU CODE DE COMMERCE

Application à la garantie financière (non).....	comm. 100 (juill.)
---	--------------------

ASSURANCE

Contrat de prêt	
Caducité.....	comm. 101 (juill.)
Déchéance de garantie	
Fausse déclaration	
<i>Charge de la preuve</i>	comm. 124 (sept.)
Prêt	
Information de l'emprunteur	
<i>Perte de chance</i>	comm. 122 (sept.)
Régimes applicables aux fonds de résolution et aux fonds de garantie	
Harmonisation européenne	
<i>Réforme en cours</i>	alerte 86 (sept.)

ASSURANCE CONSTRUCTION

Souscription d'une assurance obligatoire	
Notaire (responsabilité)	
<i>Conditions de validité de l'acte</i>	comm. 126 (sept.)

ASSURANCE EMPRUNTEUR

Obligation d'information	
Notice d'information.....	comm. 66 (mai)
Responsabilité	
Motifs de refus.....	comm. 160 (nov.)

ASSURANCES TERRESTRES

Ensemble routier	
Recours du solvens.....	comm. 14 (janv.)

ASSURANCE-VIE

Arbitrage	
Responsabilité du mandataire	
<i>Prescription biennale</i>	comm. 67 (mai)
Bénéficiaire	
Héritiers.....	comm. 40 (mars)
Héritiers	
Legs universel.....	comm. 161 (nov.)
Titres financiers	
Obligations	
<i>Qualification</i>	comm. 11 (janv.)

ASSUREUR

Conseil	
Risque.....	comm. 102 (juill.)

ASTREINTE

Point de départ	
Notification.....	comm. 47 (mars)

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Enquête	
Visites domiciliaires	
<i>Droit européen</i>	étude 5 (mars)

AUTORITÉ EUROPÉENNE DE SURVEILLANCE

Proposition de règlement
Union européenne
Supervision directe..... **comm. 88 (mai)**

AUTORITÉS DE SURVEILLANCE

Secret professionnel
Informations confidentielles..... **comm. 151 (sept.)**

AUTORITÉS EUROPÉENNES DE SUPERVISIONS

Big data
Analyse..... **alerte 62 (mai)**
Protocole d'accord..... **alerte 58 (mai)**

AUTORITÉS EUROPÉENNES DE SURVEILLANCE DE L'UNION EUROPÉENNE

Autorité de surveillance de l'EFTA/AELE
Accord de coopération et d'échange d'informations..... **comm. 113 (juill.)**

AVOIRS DES BANQUES CENTRALES ÉTRANGÈRES

Immunité d'exécution
Article L. 153-1 du Code monétaire et financier..... **comm. 89 (juill.)**

B

BANK CREDITOR HIERARCHY

EU..... **étude 5 (janv.)**

BANQUE

Alerte
Lanceurs d'alerte
Liberté d'expression..... **étude 43 (nov.)**
Comptes de paiement
CJUE
DSP 2..... **alerte 108 (nov.)**
Réception-transmission d'ordres pour le compte de clients
SICAV Luxalpha
Obligation d'information du client..... **comm. 80 (mai)**
Recherche de la responsabilité par la caution
Modalités
Voie de défense au fond..... **comm. 33 (mars)**
Résiliation
Compte..... **alerte 1 (janv.)**

BCE

Inspections sur place..... **alerte 110 (nov.)**
Mécanisme de surveillance unique..... **alerte 2 (janv.)**
Surveillance prudentielle
Tribunal de l'Union européenne..... **comm. 28 (mars)**

BLOCKCHAIN

Titres financiers..... **repère 2 (mars)**
repère 4 (juill.)

BREXIT

Dérivés
Contrats
Convention-cadre..... **étude 18 (sept.)**

C

CASH-BACK

Services de paiement..... **alerte 66 (juill.)**

CAUTION

Principe de proportionnalité
Situation patrimoniale
Preuve..... **comm. 158 (nov.)**

CAUTION AVERTIE

Qualification

Ancienneté du dirigeant..... **comm. 96 (juill.)**

CAUTIONNEMENT

Absorption

Transmission universelle du patrimoine
Obligation d'information..... **comm. 63 (mai)**

Assurance groupe

Faute de la banque
Procédure..... **comm. 8 (janv.)**

Bénéfice de subrogation

Faculté d'attribution judiciaire
Gage sur stocks..... **comm. 9 (janv.)**

Caution non avertie

Devoir de mise en garde
Proportionnalité..... **comm. 7 (janv.)**

Cofidésusseurs

Recours
Proportionnalité..... **comm. 159 (nov.)**

Collectivité locale

Mention manuscrite..... **comm. 93 (juill.)**

Défense au fond

Proportionnalité
Prescription..... **comm. 31 (mars)**

Devoir de mise en garde

Crédit excessif
Preuve..... **comm. 97 (juill.)**

Dol

Connaissance situation du débiteur principal..... **comm. 119 (sept.)**

Époux

Proportionnalité
Appréciation..... **comm. 6 (janv.)**

Formalisme

Location
Loi Elan..... **comm. 155 (nov.)**

Mention
Durée déterminée..... **comm. 4 (janv.)**

Formalisme-bénéficiaire du crédit

Omission..... **comm. 91 (juill.)**

Mention

Acte sous signature privée
Durée indéterminée..... **comm. 3 (janv.)**

Mention en lettres et en chiffres Erreur

Absence de nullité..... **comm. 92 (juill.)**

Mention manuscrite

Créancier professionnel..... **comm. 5 (janv.)**
Défaut..... **comm. 29 (mars)**

Obligation d'information

Manquement
Moyen de défense au fond
Prescription..... **comm. 98 (juill.)**

Prescription

Ordonnance d'admission du juge-commissaire
Droit transitoire..... **comm. 118 (sept.)**

Proportionnalité

Devoir de renseigner
Anomalies..... **comm. 30 (mars)**

Disproportion manifeste
Appréciation..... **comm. 65 (mai)**

Invocation en appel
Moyen de défense au fond..... **comm. 120 (sept.)**

Régime de communauté
Biens pris en compte..... **comm. 94 (juill.)**

Régime de séparation de biens
Biens pris en compte..... **comm. 95 (juill.)**

Retour à meilleure fortune
Appréciation..... **comm. 156 (nov.)**

Revenus pris en compte..... **comm. 157 (nov.)**

CESSION DAILY

Notification..... **étude 2 (janv.)**

CHAÎNES DE DISTRIBUTION D'OPC

Informations inexactes ou trompeuses
AMF
Responsabilité du CIF..... **comm. 108 (juill.)**

CHÈQUE TIRÉ SUR UNE BANQUE PAYABLE AU BRÉSIL

Action en responsabilité extra-contractuelle du bénéficiaire
Loi applicable à l'action en responsabilité délictuelle..... **comm. 1 (janv.)**

CLAUDE DE RÉSERVE DE PROPRIÉTÉ

- Revendication
 - Conflit
 - Affacturage..... **comm. 136 (sept.)**

CLIMAT

- Royaume-Uni..... **alerte 128 (nov.)**

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE

- Exécution d'un prêt
 - Financement structuré
 - Communication du projet de transaction à l'organe délibérant..... **comm. 61 (mai)**

COMPENSATION

- Connexité
 - Affacturage..... **comm. 48 (mars)**

COMPTE-TITRE

- Nantissement
 - Déclaration..... **comm. 121 (sept.)**

CONFORMITÉ À L'ARTICLE 6 DE LA CESDH

- **comm. 89 (juill.)**

CONSEIL EN INVESTISSEMENTS FINANCIERS

- Obligation de conseil et d'information
 - Investisseur averti..... **comm. 12 (janv.)**

CONSOMMATION

- Surendettement
 - Consommateur
 - Professionnel..... **étude 15 (sept.)**

CONSTITUTIONNALITÉ

- Données personnelles..... **étude 5 (mars)**

CONTRAT D'ASSURANCE

- Assurance emprunteur
 - Clause illicite ou abusive
 - Déclaration d'état de santé..... **comm. 34 (mars)**
 - Résiliation annuelle
 - Constitutionnalité..... **comm. 36 (mars)**
- Assurance pour compte
 - Assurance-emprunteur
 - Résiliation..... **comm. 35 (mars)**
- Conditions particulières
 - Conditions générales..... **comm. 162 (nov.)**
- Déclaration de risque
 - Mention manuscrite..... **comm. 163 (nov.)**
- Interprétation in favorem..... **comm. 68 (mai)**
- Obligation d'information
 - Traduction (non)..... **comm. 13 (janv.)**
- Résiliation post-sinistre
 - Abus..... **comm. 37 (mars)**

CONTRAT D'ASSURANCE-VIE

- Faculté de renonciation
 - Devoir d'information
 - Responsabilité civile..... **comm. 10 (janv.)**

CONTRAT DE PRÊT

- TEG..... **étude 7 (mars)**

CONTRÔLE BANCAIRE

- Bâle 3
 - Accords..... **alerte 6 (janv.)**
 - **alerte 75 (juill.)**
 - **alerte 115 (nov.)**

CONTRÔLE DES CONCENTRATIONS

- Gun jumping..... **étude 9 (mai)**

COUR SUPRÊME

- Approche matérielle
 - Objets de régulation transnationaux..... **étude 26 (juill.)**
 - **étude 20 (juill.)**

CRÉANCIERS POSTÉRIEURS

- Privilège de procédure

- Paiement à l'échéance
 - Droit de poursuites individuelles... **comm. 135 (sept.)**

CRÉDIT AUX ENTREPRISES

- Médiation..... **alerte 95 (sept.)**
- PME/ETI
 - Financement public
 - Banque publique d'investissement
 - BPI..... **étude 14 (mai)**
- TEG
 - Régime
 - Loi confiance..... **alerte 90 (sept.)**

CRÉDIT INTER-ENTREPRISES

- Délais de paiement..... **étude 15 (mai)**

CRÉDITS À LA CONSOMMATION

- Directive 2008/48/CE..... **comm. 140 (sept.)**

CROWDFUNDING

- Financement participatif..... **étude 13 (juill.)**

CRYPTO-ACTIFS

- Banque de France
 - Étude..... **alerte 57 (mai)**

CRYPTO-MONNAIE

- Bitcoin
 - Régulation..... **étude 19 (nov.)**
 - **alerte 88 (sept.)**
- Produits dérivés
 - Analyse AMF
 - Règlementation applicable..... **alerte 36 (mars)**

D

DÉCLARATION DES CRÉANCES

- Information du mandataire par le débiteur
 - Contenu
 - Portée..... **comm. 169 (nov.)**

DÉCLARATION D'INSAISSABILITÉ

- Liquidation judiciaire
 - Bien indivis
 - Pouvoir du liquidateur..... **comm. 69 (mai)**

DÉLAIS DE PAIEMENT

- Rapport 2017..... **alerte 52 (mai)**

DÉPÔT DE FONDS

- Guichet automatique
 - Preuve de la remise
 - Commencement de preuve par écrit
 - Clause abusive
 - Droit à la preuve..... **comm. 27 (mars)**

DÉRIVÉS CONCLUS DE GRÉ À GRÉ

- Règlement EMIR
 - Absence de compensation
 - Techniques d'atténuation des risques
 - Équivalence des législations..... **comm. 23 (janv.)**

DÉRIVÉS OTC

- EMIR
 - Rapport ESMA
 - Instruments dérivés
 - Contreparties financières..... **alerte 79 (juill.)**
 - Contreparties non financières.....

DETTE SENIOR NON PRÉFÉRÉE

- Banque
 - Protection des déposants..... **étude 2 (janv.)**

DIFFUSION DE FAUSSES INFORMATIONS

- Information imprécise
 - Règlement Abus de marché

Application rétroactive.....	comm. 22 (janv.)
Information seulement imprécise	
Manquement (non).....	comm. 22 (janv.)

DISTRIBUTION D'ASSURANCE

DDA.....	alerte 116 (nov.)
----------	-------------------

DONNÉES PERSONNELLES

Blockchain	
Responsable de traitement.....	alerte 118 (nov.)
RGPD	
Application.....	alerte 117 (nov.)
DSP2.....	étude 1 (janv.)

DROIT AU COMPTE

Personne morale	
Refus par la société de produire les justificatifs demandés par la banque	
Origine des fonds correspondant à la remise d'un chèque à l'encaissement non déterminée	
Refus par la banque d'ouvrir le compte (oui).....	comm. 59 (mai)

DROIT BANCAIRE

Droits fondamentaux	
DSP 2	
RGPD.....	dossier 35 (nov.)

DROIT BANCAIRE ET FINANCIER

Compte bancaire	
Contrôle.....	étude 40 (nov.)
Cours suprêmes	
.....	dossier 19 (juill.)
.....	étude 21 (juill.)
.....	étude 22 (juill.)
.....	étude 23 (juill.)
.....	étude 24 (juill.)
.....	étude 25 (juill.)
.....	étude 26 (juill.)
Crédit bancaire	
Octroi de crédit	
Droits fondamentaux.....	étude 41 (nov.)
Données bancaires	
Respect de la vie privée	
Protection des données à caractère personnel.....	étude 39 (nov.)
Droits fondamentaux	
Liberté contractuelle.....	étude 36 (nov.)
Droits fondamentaux.....	étude 37 (nov.)
Régulation bancaire	
AMF	
Pouvoirs de contrôle.....	étude 42 (nov.)
Secret bancaire	
Droit de la preuve.....	étude 38 (nov.)
Thèse.....	alerte 85 (juill.)

DROIT DE RÉTENTION

Droit réel	
Opposabilité à tous.....	comm. 32 (mars)

DROIT DES OBLIGATIONS

Réforme	
Opérations de financement.....	alerte 47 (mai)

DROIT DES SOCIÉTÉS

Usufruit.....	alerte 109 (nov.)
---------------	-------------------

DROIT FINANCIER

HCS.....	alerte 135 (nov.)
Rapport du HCSF.....	alerte 64 (mai)
.....	alerte 80 (juill.)

DSP 2.....	dossier 6 (mars)
------------	------------------

Accès aux comptes de paiement	
Interfaces standardisées	
Communiqué FBF.....	alerte 11 (janv.)

E

EBA

DSP 2	
Signalement des fraudes	
Lignes directrices.....	alerte 94 (sept.)

Fintech	
Rapports.....	alerte 97 (sept.)
Programme de travail 2019.....	alerte 114 (nov.)
Rapport annuel 2017.....	alerte 69 (juill.)
Stress test.....	alerte 119 (nov.)

EMPRUNTS STRUCTURÉS

Contrat d'option	
Opération spéculative.....	comm. 60 (mai)

ENDETTEMENT

États	
FMI	
OCDE.....	étude 4 (mars)

ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ

Compétence du tribunal de la procédure collective	
Extension de compétence	
Limite.....	comm. 171 (nov.)
Déclaration des créances	
Vérifications	
Contestations.....	comm. 170 (nov.)

ESMA

CFD.....	alerte 123 (nov.)
MIF 2	
Gouvernance produits	
Lignes directrices.....	alerte 41 (mars)
Notation de crédit	
Émission de recommandations	
Entreprises non autorisées.....	comm. 175 (nov.)
Programme de travail	
.....	alerte 37 (mars)
.....	alerte 38 (mars)
.....	alerte 39 (mars)
.....	alerte 132 (nov.)
Programme 2019	
Projet de pratique de marché admise de l'AMF	
Contrats de liquidité.....	alerte 59 (mai)

ÉTABLISSEMENT DE CRÉDIT

Résolution	
Distribution de titres de créance.....	alerte 72 (juill.)
Supervision bancaire	
Gouvernance d'entreprise	
Orientations.....	comm. 51 (mars)

EUROPE

Investissement	
Capital-risque.....	alerte 60 (mai)
Proposition de règlements	
Prêts non performants.....	comm. 138 (sept.)

EUVECA

EuSEF	
Enregistrement	
Actifs éligibles.....	comm. 81 (mai)

EXTRATERRITORIALITÉ DU DROIT BANCAIRE

Règlement européen	
Relations États-Unis/Union européenne.....	comm. 141 (sept.)

F

FIA

OPC	
OPCVM.....	comm. 147 (sept.)

FINANCE DURABLE

Commission européenne	
Indices de référence.....	comm. 149 (sept.)
Publication d'informations.....	comm. 150 (sept.)
Europe	
GSF.....	alerte 53 (mai)
Information extra-financière	
Enjeux climatiques.....	alerte 16 (janv.)
UE.....	comm. 111 (juill.)

FINANCE RELIGIEUSE.....	comm. 112 (juill.)
-------------------------	--------------------

FINANCEMENT

Equity lines

OCABSA..... repère 3 (mai)

FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE

alerte 7 (janv.)

alerte 28 (mars)

FINANCEMENT DES ENTREPRISES

Introduction en bourse

alerte 31 (mars)

alerte 130 (nov.)

PME/ETI

dossier 12 (mai)

étude 13 (mai)

étude 18 (mai)

Financement participatif..... étude 17 (mai)

FINANCEMENT PARTICIPATIF

Crowdfunding

Protection des investisseurs..... comm. 84 (mai)

Prestataires de services de financement participatif

ESMA..... comm. 87 (mai)

FINANCEMENT STRUCTURÉ

Collectivités territoriales

Emprunteur averti

Obligation de mise en garde..... étude 8 (mai)

FINTECH

ASEAN

EBA

alerte 134 (nov.)

Feuille de route..... alerte 63 (mai)

FONDS D'INVESTISSEMENT

Fraude

Indemnité d'assurance..... comm. 173 (nov.)

Personnalité morale

Fraude

Qualité de la victime..... comm. 173 (nov.)

FOURNITURE DE SERVICES

D'INVESTISSEMENT

Défaut d'agrément

Cumul de sanctions pénale et administrative (non)..... comm. 55 (mars)

G

GESTION COLLECTIVE

Dépositaire

OPCVM

FIA..... étude 17 (sept.)

Société de gestion collective

Agrément

Retrait..... comm. 53 (mars)

GESTION DE PORTEFEUILLE

Étude AMF

alerte 82 (juill.)

Gestion collective

Distribution transfrontalière d'OPC..... comm. 147 (sept.)

GESTION DE PORTEFEUILLE POUR LE

COMPTE DE TIERS

MIFID 2

PSI

Clients non professionnels..... comm. 172 (nov.)

GOVERNANCE

Administrateurs britanniques

alerte 101 (sept.)

Conformité

Lignes directrices ESMA..... alerte 103 (sept.)

Reporting

Obligations..... alerte 133 (nov.)

Sociétés cotées

Code AFEP-Medef..... alerte 77 (juill.)

GOVERNANCE D'ENTREPRISE

Rapport AMF 2017

alerte 20 (janv.)

GOVERNEMENT D'ENTREPRISE

Consultation Afep-Medef

alerte 33 (mars)

Recommandations

alerte 43 (mars)

H

HCGE

Sociétés cotées..... alerte 125 (nov.)

HCJP

Rapports

alerte 65 (mai)

Taux d'intérêts

alerte 93 (sept.)

HIÉRARCHIE DES CRÉANCIERS

Loi Sapin II

étude 3 (janv.)

I

ICO

Consultation AMF

Synthèse

alerte 34 (mars)

Crypto-actifs

Colloque AMF

alerte 81 (juill.)

Investisseurs

Publications ESMA

Risques

alerte 21 (janv.)

INSTRUMENTS FINANCIERS

Commercialisation

Contrôle AMF

Supervision#2022

alerte 102 (sept.)

Dérivés OTC

UTI

alerte 32 (mars)

MIF 2

Documentation

alerte 45 (mars)

INTERDICTION DES POURSUITES

INDIVIDUELLES

Exceptions

Faute du débiteur

Fraude

comm. 133 (sept.)

INTERMÉDIAIRES D'ASSURANCE

Obligation d'information et de conseil

Souscripteur

comm. 39 (mars)

ISDA MASTER AGREEMENT

Accords-cadres

alerte 107 (sept.)

ISR

Rapport AMF 2017

alerte 18 (janv.)

L

LAB-FT

Prévention

alerte 76 (juill.)

TRACFIN

Rapport annuel 2017

alerte 70 (juill.)

LOI PACTE

Prérogatives du Gouvernement

Voie d'ordonnance

Réforme du droit des sûretés

comm. 90 (juill.)

LUTTE ANTI-BLANCHIMENT

Financement du terrorisme

repère 2 (mars)

M

MANDAT DE GESTION

Gestion de portefeuille

Pertes financières

comm. 20 (janv.)

MANIPULATION DE COURS

Layering

Sanction

comm. 110 (juill.)

MARCHÉ OBLIGATAIRE

Reporting

Transparence

OICV-IOSCO

comm. 114 (juill.)

MARCHÉ RÉGLEMENTÉ

Notion de système multilatéral
Notion de système bilatéral..... **comm. 86 (mai)**

MARCHÉS D'INSTRUMENTS FINANCIERS

MIF 2
Agrément des entreprises d'investissement
Acquisition d'une participation qualifiée dans une entreprise d'investissement..... **comm. 24 (janv.)**

MARCHÉS FINANCIERS

Banque de France
Rapport de surveillance..... **alerte 61 (mai)**
Financement PME/ETI
Placement privé..... **étude 16 (mai)**
Initial Coin Offerings
ICOs..... **comm. 85 (mai)**
Protections des investisseurs
ESMA
Restrictions..... **alerte 99 (sept.)**
Règlement MIF 2
LEI
Délai..... **alerte 14 (janv.)**
Règlement MIF 2
LEI
Délai..... **alerte 78 (juill.)**

MESURES CONSERVATOIRES

Caducité
Acte de conversion
Irrégularités..... **comm. 128 (sept.)**
Dénonciation
Irrégularités
Nullité..... **comm. 73 (mai)**
Juge de l'exécution
Dispositif
Autorité de la chose jugée..... **comm. 104 (juill.)**
Meubles corporels domicile
Autorisation judiciaire..... **comm. 165 (nov.)**
Titre exécutoire
Caducité..... **comm. 105 (juill.)**

MÉTIERS DE LA BANQUE

Intelligence artificielle
Étude sectorielle..... **alerte 9 (janv.)**

MICROCRÉDITS PROFESSIONNELS

Consommation..... **alerte 113 (nov.)**

MIF 2

AMF..... **alerte 127 (nov.)**
Financement de la recherche
Guide AMF..... **alerte 44 (mars)**
Régulation..... **alerte 35 (mars)**

MONNAIES VIRTUELLES

ESA
Avertissement..... **alerte 36 (mars)**

MOYENS DE PAIEMENT

Fraude
Sécurité..... **alerte 87 (sept.)**

MRU

Surveillance prudentielle..... **alerte 8 (janv.)**

O

OBLIGATION DE NÉGOCIATION

Marché réglementé
Plate-forme de négociation État tiers..... **comm. 56 (mars)**

OBLIGATIONS

Obligation verte
Green Bonds..... **comm. 83 (mai)**

OBSERVATOIRE

Surendettement..... **alerte 68 (juill.)**

OFFRE PUBLIQUE

Contrôle..... **étude 3 (janv.)**
Offre publique obligatoire
Décision de conformité
Pouvoirs de l'AMF..... **comm. 144 (sept.)**
Offres publiques d'achat
Décision de conformité
Radiation..... **comm. 146 (sept.)**
Offres publiques d'échange
Décision de non-conformité
Promesses d'apport de titres à l'offre..... **comm. 145 (sept.)**
Prospectus..... **alerte 129 (nov.)**
Règlement Prospectus
Instruction AMF..... **alerte 100 (sept.)**

OFFRES PUBLIQUES D'ACQUISITION

OPA
Earn out..... **étude 6 (mars)**

OPÉRATIONS DE CRÉDIT

alerte 46 (mars)

ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF

Fonds d'investissement
Résiliation
Bonnes pratiques..... **comm. 57 (mars)**

P

PRATIQUES DE MARCHÉS ADMISES

ESMA..... **repère 3 (mai)**

PRATIQUES RESTRICTIVES DE CONCURRENCE

Droit commun
Régime spécial applicable aux établissements de crédit pour leurs opérations de banque et connexes..... **comm. 26 (mars)**

PRÉLÈVEMENT

Opération de paiement non autorisée
Prestataire de services de paiement du payeur
Responsabilité..... **comm. 117 (sept.)**

PRÊT

Assurance emprunteur
Secret médical (levée)
Ayant droit..... **comm. 125 (sept.)**
Crédit immobilier
Renégociation
Formalités..... **étude 10 (mai)**

PRÊTS EN DEVISE

Clauses abusives
Objet principal du contrat..... **comm. 2 (janv.)**

PRODUITS DÉRIVÉS SUR CRYPTO-MONNAIE

Analyse juridique
Encadrement
Contrats financiers..... **alerte 23 (mars)**

PROTECTION DES DONNÉES

Analyse d'impact
Méthode PIA..... **alerte 13 (janv.)**

R

RÉFORME DES OBLIGATIONS

Contrat d'adhésion
Condition
Cession de contrat..... **comm. 62 (mai)**

RÉFORME DU DROIT DES SÛRETÉS

Activités bancaires..... **étude 34 (sept.)**
Banque de financement..... **étude 31 (sept.)**
Banque de détail..... **étude 29 (sept.)**

Projet.....	repère 5 (sept.)	Désistement	
RÈGLEMENT PROSPECTUS		Demande reconventionnelle.....	comm. 45 (mars)
Offre au public.....	repère 4 (juill.)	Office du juge	
RÉGLEMENTATION FINANCIÈRE		Vérification de créances.....	comm. 106 (juill.)
EUROPÉENNE		Jugement d'orientation	
MiFID I		Annulation	
MiFID II		Adjudication.....	comm. 44 (mars)
Impact sur le droit privé		Liquidation judiciaire	
Application en droit interne.....	étude 12 (juill.)	Conditions	
RÈGLES PRUDENTIELLES		Juge-commissaire.....	comm. 74 (mai)
Résolution		Mise à prix	
Paquet bancaire.....	alerte 74 (juill.)	Baisse du prix.....	comm. 132 (sept.)
RÉGULATION FINANCIÈRE		Prescription de la créance	
	alerte 15 (janv.)	Demande tardive	
REMISE DE PRIX		Office du juge.....	comm. 46 (mars)
Master 2.....	alerte 22 (janv.)	SAISIE-ATTRIBUTION	
	alerte 137 (nov.)	Contestation	
	alerte 136 (nov.)	Preuve	
RENOVI PRÉJUDICIEL		Lettre recommandée.....	comm. 15 (janv.)
Systèmes de garantie des dépôts et d'indemnisation des investisseurs		Intérêts moratoires	
Articulation des deux systèmes		Seconde saisie	
Établissement de crédit émetteur		Validité.....	comm. 129 (sept.)
d'actions et d'obligations.....	comm. 115 (sept.)	Juge de l'exécution	
RESPONSABILITÉ DU BANQUIER		Pouvoirs	
Virement bancaire		Déchéance du droit aux intérêts... comm. 103 (juill.)	
Virement erroné		Obligation du tiers saisi	
Virement		Prescription	
Virement bancaire		Point de départ de la prescription. comm. 166 (nov.)	
Virement erroné.....	étude 11 (mai)	SECRET BANCAIRE	
RETRAIT OBLIGATOIRE		Fraude	
Prix de l'offre		Carte bancaire.....	comm. 152 (nov.)
Expert indépendant.....	comm. 146 (sept.)	SECTEUR FINANCIER	
REVENDECTIONS ET RESTITUTIONS		Sécurité numérique.....	alerte 29 (mars)
Crédit-bail		SÉGRÉGATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS	
Publicité			étude 17 (sept.)
Report de l'inscription.....	comm. 137 (sept.)	SENIOR NON-PREFERRED NOTES	
RGPD		Loi Sapin II.....	étude 4 (janv.)
DSP 2		SERVICES DE PAIEMENTS	
Données personnelles		DSP 2	
Consentement.....	étude 20 (nov.)	Marché intérieur	
S		Paiement transfrontalier.....	étude 9 (mars)
SAISIE IMMOBILIÈRE		Prestataire de service de paiement	
Adjudication		Responsabilité	
Demande de résolution de la vente		Remboursement.....	étude 11 (mars)
Fin de non-recevoir tirée du défaut de publication de la demande.....	comm. 16 (janv.)	Prestataires de service de paiement	
Autorité de la chose jugée		Statut.....	étude 10 (mars)
Interruption de la prescription.....	comm. 168 (nov.)	Prestataires de services d'information sur les comptes	
Commandement de payer		Prestataires de services d'initiation de paiement.....	étude 7 (mars)
Nullité		Protection des données.....	étude 8 (mars)
Prescription.....	comm. 75 (mai)	SERVICES D'INVESTISSEMENT	
Péremption		Prestataires.....	comm. 143 (sept.)
Prescription.....	comm. 76 (mai)	SERVICES FINANCIERS	
Prorogation		Internet et Données.....	alerte 121 (nov.)
Publication d'une décision.....	comm. 18 (janv.)	SOCIÉTÉ COTÉE	
Contestation		Assemblée générale	
Irrecevabilité		Gouvernance.....	alerte 19 (janv.)
Domaine d'application.....	comm. 130 (sept.)	SOCIÉTÉ DE GESTION DE PORTEFEUILLE	
Contestation tardive		Fonds commun de titrisation	
Exigibilité de la créance.....	comm. 167 (nov.)	Pouvoir de représentation de la société de gestion	
Déclaration des créances		Recouvrement par la société de gestion des créances cédées.....	comm. 21 (janv.)
Forclusion		OPC	
Déchéance des sûretés.....	comm. 131 (sept.)	Rémunération des distributeurs	
Distribution		Information des investisseurs.....	comm. 54 (mars)
Contestation		SOCIÉTÉS COTÉES	
Créancier chirographaire.....	comm. 107 (juill.)	Document d'enregistrement universel.....	alerte 126 (nov.)
Indisponibilité			
Promesse de vente			
Nullité.....	comm. 17 (janv.)		
Juge de l'exécution			

SOCIÉTÉS DE GESTION DE PORTEFEUILLE

Responsabilité civile
Mandat de gestion
Évaluation du client..... **comm. 109 (juill.)**

SREP

Rapport ABE..... **alerte 54 (mai)**

STABILITÉ FINANCIÈRE

Rémunération
FSB..... **alerte 56 (mai)**

SURENDETTEMENT

..... **alerte 26 (mars)**

Bonne foi

Actif
Dissimulation..... **comm. 42 (mars)**
Nouvelle demande
Éléments nouveaux..... **comm. 41 (mars)**

Conditions d'ouverture

Appréciation
Bonne foi..... **comm. 71 (mai)**
Dettes fiscales
Saisie des rémunérations..... **comm. 70 (mai)**
Mauvaise foi
Endettement excessif..... **comm. 72 (mai)**

EIRL

Ouverture de la procédure
Déclaration des éléments d'actif... **comm. 164 (nov.)**

Inclusion bancaire..... **alerte 98 (sept.)**

Ouverture de la procédure

Logement..... **comm. 19 (janv.)**

Saisie-vente

Commandement de payer
Interruption de prescription..... **comm. 127 (sept.)**

SÛRETÉ RÉELLE POUR AUTRUI

Cautionnement réel
Bénéfice de subrogation -Rejet..... **comm. 64 (mai)**

SURETÉS

Crypto-monnaie
Bitcoin..... **étude 21 (nov.)**

SÛRETÉS

Banque..... **dossier 27 (sept.)**

Banque de détail

Activités bancaires..... **étude 28 (sept.)**

Banques..... **étude 33 (sept.)**

Blockchain

Garanties financières..... **étude 32 (sept.)**

Loi Pacte

Réforme..... **comm. 154 (nov.)**

Réforme du droit des sûretés

Banque de financement..... **étude 30 (sept.)**

SURVEILLANCE PRUDENTIELLE DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

Cumul des fonctions de direction générale et de surveillance au sein des établissements de crédit
Interdiction de principe..... **comm. 116 (sept.)**

T

TAUX D'INTÉRÊT

Taux négatif
Contrepartie
Obligation de restitution
Prêt..... **comm. 153 (nov.)**

TITRE EXÉCUTOIRE

Copie exécutoire
Défaut de sceau
Disqualification..... **comm. 43 (mars)**

TITRES

Inscription
Blockchain..... **alerte 17 (janv.)**

TITRES DE CAPITAL ET TITRES DONNANT ACCÈS AU CAPITAL

BSAAR..... **comm. 145 (sept.)**

TITRES FINANCIERS

Enregistrement électronique..... **alerte 4 (janv.)**

TITRISATION

Union européenne..... **comm. 58 (mars)**

TOKEN

Droit financier..... **repère 1 (janv.)**

TRACFIN

Blanchiment de capitaux..... **alerte 89 (sept.)**
Déclaration de soupçons
Lignes directrices ACPR..... **alerte 51 (mai)**

U

UNION EUROPÉENNE

Brexit
Négociations..... **alerte 96 (sept.)**
comm. 52 (mars)

Epargne réglementée

Calcul du ratio de levier..... **comm. 139 (sept.)**

V

VÉHICULES TERRESTRES À MOTEUR

Clauses d'exclusion de garantie
Assurance..... **comm. 123 (sept.)**

VÉRIFICATION DES CRÉANCES

Avis de contestation
Destinataire
Mandataire..... **comm. 77 (mai)**

Contestation sérieuse
Sursis à statuer..... **comm. 50 (mars)**

Observations du débiteur

Convocation du mandataire
Charge de la preuve..... **comm. 78 (mai)**

2017

Décembre

Ord. n° 2017-1674, **8 déc. 2017** : JO 9 déc. 2017 (*Titres*) **alerte 17 (janv.)**
PE et Cons. UE, règl. n° 2017/2402, **12 déc. 2017**, créant un cadre général pour la titrisation ainsi qu'un cadre spécifique pour les titrisations simples, transparentes et standardisées, et modifiant les directives 2009/65/CE, 2009/138/CE et 2011/61/UE et les règlements (CE) n° 1060/2009 et (UE) n° 648/2012 : JOUE n° L 347, 28 déc. 2017 (*Droit communautaire - Titrisation*) **comm. 58 (mars)**

2018

Avril

L. n° 2018-287, **20 avr. 2018**, ratifiant l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations (*Sûretés*) **comm. 62 (mai)**

Août

L. n° 2018-727, **10 août 2018** : JO 11 août 2018 (*Crédit aux entreprises*) **alerte 90 (sept.)**

Octobre

D. n° 2018-950, **31 oct. 2018** : JO 4 nov. 2018, texte n° 6 (*Microcrédits professionnels*) **alerte 113 (nov.)**

Novembre

L. n° 2018-1021, **23 nov. 2018**, portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (ELAN) : JO 24 nov. 2018 (*Cautionnement*) **comm. 155 (nov.)**

2017

Février

CA Paris, pôle 5, ch. 6, **17 févr. 2017**, Banque Santander (venant aux droits de Banco Sudameris Brasil SA) c/ M. Abdelakinne S. : JurisData n° 2017-002995 (*Chèque émis en France et libellé en francs tiré sur une banque brésilienne*) **comm. 1 (janv.)**

Mars

Cass. 1^{re} civ., **29 mars 2017**, n° 15-27.231 : JurisData n° 2017-005685 (*Sûretés*) **comm. 90 (juill.)**

Mai

CA Paris, **18 mai 2017**, n° 16/26029 (*Offre publique d'achat*) **comm. 146 (sept.)**

Juillet

Cass. com., **5 juill. 2017**, n° 15-25.121 : JurisData n° 2017-013473 (*Offre publique d'achat*) **comm. 144 (sept.)**

Septembre

CJUE, **20 sept. 2017**, n° C-186/16, Ruxandra Paula Andriciu et a. c/ Banca Româneasca SA (*Prêt en devise*) **comm. 2 (janv.)**
 Cass. com., **20 sept. 2017**, n° 16-16.636 (*Procédures collectives*) **comm. 48 (mars)**
 Cass. com., **27 sept. 2017**, n° 16-16.414, F-P+B : JurisData n° 2017-018669 (*Procédures collectives*) **comm. 50 (mars)**

Octobre

Cass. 2^e civ., **19 oct. 2017**, n° 16-50.031 : JurisData n° 2017-020845 (*Saisie immobilière*) **comm. 16 (janv.)**
 Cass. 2^e civ., **19 oct. 2017**, n° 16-15.236 : JurisData n° 2017-020430 (*Saisie immobilière*) **comm. 18 (janv.)**
 Cass. com., **25 oct. 2017**, n° 16-16.839, Sté AMG c/ CIC : JurisData n° 2017-021038 (*Droit commun des pratiques restrictives de concurrence*) **comm. 26 (mars)**

Novembre

Cass. com., **15 nov. 2017**, n° 16-10.504 : JurisData n° 2017-022802 (*Cautionnement*) **comm. 3 (janv.)**
 Cass. com., **15 nov. 2017**, n° 16-16.790 : JurisData n° 2017-022852 (*Cautionnement*) **comm. 6 (janv.)**
 Cass. com., **15 nov. 2017**, n° 16-18.144, F-P+B : JurisData n° 2017-022843 (*Procédures collectives*) **comm. 50 (mars)**
 CJUE, **16 nov. 2017**, n° C-658/15, Robeco Hollands Bezit NV e.a c/ Stichting Autoriteit Financiële Markten (AFM) (*Marché réglementé*) **comm. 86 (mai)**
 Cass. com., **22 nov. 2017**, n° 16-15.756 : JurisData n° 2017-023561 (*Conseil en investissements financiers*) **comm. 12 (janv.)**
 Cass. 2^e civ., **23 nov. 2017**, n° 16-21.671 : JurisData n° 2017-023538 (*Assurance-vie*) **comm. 10 (janv.)**
 Cass. 2^e civ., **23 nov. 2017**, n° 16-22.620 : JurisData n° 2017-023537 (*Assurance-vie*) **comm. 11 (janv.)**
 Cass. 2^e civ., **23 nov. 2017**, n° 16-21.664 : JurisData n° 2017-023630 (*Assurance automobile*) **comm. 14 (janv.)**

Décembre

Cass. com., **6 déc. 2017**, n° 16-23.991, F-P+B+I : JurisData n° 2017-024783 (*Gestion individuelle*) **comm. 20 (janv.)**
 Cass. 1^{re} civ., **6 déc. 2017**, n° 16-14.974, F-D, Assoc. Union fédérale des consommateurs - Que Choisir de l'Isère c/ SA Franfinance : JurisData n° 2017-024979 (*Contrat d'assurance*) **comm. 34 (mars)**
 Cass. 2^e civ., **7 déc. 2017**, n° 16-15.935 : JurisData n° 2017-024777 (*Saisie-attribution*) **comm. 15 (janv.)**

Cass. 2^e civ., **7 déc. 2017**, n° 16-21.356 : JurisData n° 2017-024773 (*Saisie immobilière*) **comm. 17 (janv.)**
 Cass. 2^e civ., **7 déc. 2017**, n° 16-24.536 : JurisData n° 2017-024986 (*Surendettement*) **comm. 19 (janv.)**
 Trib. UE, **13 déc. 2017**, n° T-712/15 et T-52/16, Crédit Mutuel Arkea c/ BCE (*Supervision bancaire*) **comm. 28 (mars)**
 Cass. com., **13 déc. 2017**, n° 15-24.294 : JurisData n° 2017-025670 (*Cautionnement*) **comm. 4 (janv.)**
 Cass. com., **13 déc. 2017**, n° 16-14.707 : JurisData n° 2017-025898 (*Cautionnement*) **comm. 5 (janv.)**
 Cass. com., **13 déc. 2017**, n° 13-24.057 : JurisData n° 2017-025660 (*Cautionnement*) **comm. 8 (janv.)**
 Cass. com., **13 déc. 2017**, n° 16-14.672 : JurisData n° 2017-025894 (*Cautionnement*) **comm. 9 (janv.)**
 Cass. com., **13 déc. 2017**, n° 16-19.681 et 16-24.853 : JurisData n° 2017-025665 (*Titrisation*) **comm. 21 (janv.)**
 Cass. com., **13 déc. 2017**, n° 13-24.057 : JurisData n° 2017-025660 (*Assurance de groupe*) **comm. 33 (mars)**
 Cass. 2^e civ., **14 déc. 2017**, n° 16-26.709 : JurisData n° 2017-025832 (*Contrat d'assurance*) **comm. 13 (janv.)**
 Cass. 2^e civ., **14 déc. 2017**, n° 16-27.206 : JurisData n° 2017-027546 (*Assurance-vie*) **comm. 40 (mars)**
 Cass. 1^{re} civ., **20 déc. 2017**, n° 16-24.029 : JurisData n° 2017-027244 (*Droit de rétention*) **comm. 32 (mars)**
 Cass. crim., **20 déc. 2017**, n° 17-82.470 (*Ne bis in idem*) **comm. 55 (mars)**

2018

Janvier

Cass. com., **10 janv. 2018**, n° 15-26.324 : JurisData n° 2018-000096 (*Cautionnement*) **comm. 29 (mars)**
 Cass. com., **10 janv. 2018**, n° 16-20.764 (*Procédures collectives*) **comm. 77 (mai)**
 Cass. 2^e civ., **11 janv. 2018**, n° 16-22.829, P+B : JurisData n° 2018-000033 (*Saisie immobilière*) **comm. 45 (mars)**
 Cass. 2^e civ., **11 janv. 2018**, n° 15-27.941, P+B : JurisData n° 2018-000094 (*Saisie immobilière*) **comm. 46 (mars)**
 Cass. 2^e civ., **11 janv. 2018**, n° 16-10.661, Sté Novoparc Healthcare international Ltd c/ Central Bank of Iraq : JurisData n° 2018-000222 (*Droit des comptes*) **comm. 89 (juill.)**
 Cons. const., **12 janv. 2018**, n° 2017-685 QPC, Féd. bancaire française (*Assurance emprunteur*) **comm. 36 (mars)**
 Cass. 2^e civ., **18 janv. 2018**, n° 16-26.494 : JurisData n° 2018-000513 (*Résiliation après sinistre*) **comm. 37 (mars)**
 Cass. 2^e civ., **18 janv. 2018**, n° 16-27.250 (*Assurance pour compte*) **comm. 38 (mars)**
 Cass. 2^e civ., **18 janv. 2018**, n° 16-29.062 et 17-10.189 : JurisData n° 2018-000455 (*Intermédiaires d'assurance*) **comm. 39 (mars)**
 CA Paris, pôle 5, ch. 10, **22 janv. 2018**, n° 16/05968 (*Gestion collective*) **comm. 54 (mars)**
 Cass. com., **24 janv. 2018**, n° 16-19.866, Caisse régionale de crédit agricole Mutuel Sud Rhône-Alpes c/ Z. : JurisData n° 2018-000737 (*Droit des moyens de paiement et des transferts de fonds*) **comm. 27 (mars)**
 Cass. com., **24 janv. 2018**, n° 16-15.118 : JurisData n° 2018-000800 (*Cautionnement*) **comm. 30 (mars)**
 Cass. com., **24 janv. 2018**, n° 16-20.589 : JurisData n° 2018-000712 (*Procédures collectives*) **comm. 136 (sept.)**
 Cass. com., **24 janv. 2018**, n° 16-21.364 : JurisData n° 2018-000722 (*Procédures collectives*) **comm. 136 (sept.)**
 Cass. com., **31 janv. 2018**, n° 16-24.092 : JurisData n° 2018-000976 (*Cautionnement*) **comm. 31 (mars)**
 Cass. 1^{re} civ., **31 janv. 2018**, n° 16-20.562 (*Contrat d'assurance*) **comm. 35 (mars)**
 Cass. com., **31 janv. 2018**, n° 16-20.080, F-P+B : JurisData n° 2018-000966 (*Procédures collectives*) **comm. 49 (mars)**

Février

Cass. 2 ^e civ., 1^{er} févr. 2018 , n° 16-26.185 (Surenndettement).....	comm. 41 (mars)
Cass. 2 ^e civ., 1^{er} févr. 2018 , n° 16-20.742 (Surenndettement).....	comm. 42 (mars)
Cass. 1 ^{re} civ., 1^{er} févr. 2018 , n° 16-26.097 (Titre exécutoire).....	comm. 43 (mars)
Cass. 2 ^e civ., 1^{er} févr. 2018 , n° 16-28.066 : JurisData n° 2018-001016 (Saisie immobilière).....	comm. 44 (mars)
Cass. 2 ^e civ., 1^{er} févr. 2018 , n° 17-11.321 : JurisData n° 2018-001020 (Astreinte).....	comm. 47 (mars)
Cass. 2 ^e civ., 8 févr. 2018 , n° 17-11.659 : JurisData n° 2018-001555 (Assurance-vie).....	comm. 67 (mai)
Cass. com., 28 févr. 2018 , n° 16-18.692 : JurisData n° 2018-002736 (Cautionnement).....	comm. 63 (mai)
Cass. com., 28 févr. 2018 , n° 16-24.841 : JurisData n° 2018-002761 (Cautionnement).....	comm. 65 (mai)
Cass. com., 28 févr. 2018 , n° 16-24.867 : JurisData n° 2018-002721 (Procédures collectives).....	comm. 79 (mai)

Mars

Cass. 2 ^e civ., 1^{er} mars 2018 , n° 16-25.746 : JurisData n° 2018-002708 (Saisie immobilière).....	comm. 75 (mai)
Cass. 2 ^e civ., 1^{er} mars 2018 , n° 17-11.238 : JurisData n° 2018-002706 (Saisie immobilière).....	comm. 76 (mai)
T. com. Lyon, 1^{er} mars 2018 , n° 2018R123 - 1806000027/1, sté X c/ sté HSBC France SA (Droit au compte des personnes morales).....	comm. 59 (mai)
TA Nîmes, 6 mars 2018 , n° 1601673 et 1601691, F. Seguy et C. Nannini c/ Communauté d'agglomération Nîmes Métropole : JurisData n° 2018-007777 (Exécution).....	comm. 61 (mai)
Cass. com., 7 mars 2018 , n° 16-23.556 : JurisData n° 2018-003438 (Réception-transmission d'ordres pour le compte de clients).....	comm. 80 (mai)
Cass. 2 ^e civ., 8 mars 2018 , n° 17-10.030 : JurisData n° 2018-003347 (Contrat d'assurance).....	comm. 68 (mai)
Cass. com., 14 mars 2018 , n° 16-27.302 : JurisData n° 2018-003673 (Déclaration d'insaisissabilité).....	comm. 69 (mai)
CJUE, gde ch., 20 mars 2018 , n° C-537/16, Garlsson Real Estate SA (Infractions et Sanctions).....	comm. 82 (mai)
CJUE, gde ch., 20 mars 2018 , n° C-596/16 et C-596/17, Enzo Di Puma (Infractions et Sanctions).....	comm. 82 (mai)
CJUE, gde ch., 20 mars 2018 , n° C-524/15, Luca Menci (Infractions et Sanctions).....	comm. 82 (mai)
CJUE, 5 ^e ch., 22 mars 2018 , n° C-688/15 (Garantie des dépôts).....	comm. 115 (sept.)
Cass. 2 ^e civ., 22 mars 2018 , n° 16-23.601 : JurisData n° 2018-004100 (Saisie conservatoire).....	comm. 73 (mai)
Cass. com., 28 mars 2018 , n° 16-26.210 : JurisData n° 2018-004849 (Emprunts structurés).....	comm. 60 (mai)
Cass. com., 28 mars 2018 , n° 17-10.600 : JurisData n° 2018-004736 (Procédures collectives).....	comm. 78 (mai)

Avril

Cass. 1 ^{re} civ., 5 avr. 2018 , n° 13-27.063 : JurisData n° 2018-005179 (Assurance emprunteur).....	comm. 66 (mai)
Cass. com., 11 avr. 2018 , n° 16-23.607 : JurisData n° 2018-005659 (Saisie immobilière).....	comm. 74 (mai)
Cass. 3 ^e civ., 12 avr. 2018 , n° 17-17.542 : JurisData n° 2018-005672 (Cautionnement réel).....	comm. 64 (mai)
Cass. 2 ^e civ., 12 avr. 2018 , n° 17-14.126 : JurisData n° 2018-005654 (Surenndettement).....	comm. 70 (mai)
Cass. 2 ^e civ., 12 avr. 2018 , n° 16-27.317 : JurisData n° 2018-005808 (Surenndettement).....	comm. 71 (mai)
Cass. 2 ^e civ., 12 avr. 2018 , n° 17-10.193 (Surenndettement).....	comm. 72 (mai)
Cass. 3 ^e civ., 12 avr. 2018 , n° 17-13.118 : JurisData n° 2018-005747 (Contrat d'assurance).....	comm. 101 (juill.)
Cass. 2 ^e civ., 12 avr. 2018 , n° 16-28.530 : JurisData n° 2018-005707 (Juge de l'exécution).....	comm. 104 (juill.)
Cass. 2 ^e civ., 12 avr. 2018 , n° 17-15.527 : JurisData n° 2018-005712 (Mesures conservatoires).....	comm. 105 (juill.)

Cass. 2 ^e civ., 12 avr. 2018 , n° 18-70.004 : JurisData n° 2018-005719 (Saisie immobilière).....	comm. 106 (juill.)
Cass. 2 ^e civ., 12 avr. 2018 , n° 17-13.235 : JurisData n° 2018-005717 (Saisie immobilière).....	comm. 107 (juill.)
Trib. UE, 2 ^e ch., 24 avr. 2018 , n° T-133/16 à T-136/16, Caisse régionale de crédit agricole mutuel Alpes Provence et a. c/ BCE : JurisData n° 2018-007703 (Dirigeants effectifs).....	comm. 116 (sept.)

Mai

Cass. 2 ^e civ., 3 mai 2018 , n° 17-15.044 : JurisData n° 2018-007859 (Conseil de l'assureur).....	comm. 102 (juill.)
Cass. com., 3 mai 2018 , n° 16-16.809 : JurisData n° 2018-007159 (Gestion individuelle).....	comm. 109 (juill.)
Cass. com., 3 mai 2018 , n° 16-16.809 : JurisData n° 2018-007159 (Prestataire de services d'investissement).....	comm. 143 (sept.)
Cass. com., 3 mai 2018 , n° 15-26.273 (Offre publique d'échange).....	comm. 145 (sept.)
Cass. com., 9 mai 2018 , n° 16-26.926 : JurisData n° 2018-007940 (Cautionnement).....	comm. 92 (juill.)
Cass. com., 9 mai 2018 , n° 17-10.918 : JurisData n° 2018-008091 (Cautionnement).....	comm. 96 (juill.)
Cass. com., 9 mai 2018 , n° 16-24.065 : JurisData n° 2018-007546 (Procédures collectives).....	comm. 135 (sept.)
Cass. com., 16 mai 2018 , n° 17-16.782 : JurisData n° 2018-008112 (Cautionnement).....	comm. 97 (juill.)
Cass. 2 ^e civ., 17 mai 2018 , n° 16-25.917 : JurisData n° 2018-008313 (Juge de l'exécution).....	comm. 103 (juill.)
Cass. com., 24 mai 2018 , n° 16-24.400 : JurisData n° 2018-008645 (Cautionnement).....	comm. 91 (juill.)
Cass. com., 24 mai 2018 , n° 16-23.036 : JurisData n° 2018-008589 (Cautionnement).....	comm. 95 (juill.)
Cass. com., 24 mai 2018 , n° 17-11.710 : JurisData n° 2018-008585 (Prestataire de services de paiement).....	comm. 117 (sept.)
Cass. com., 24 mai 2018 , n° 14-14.983 (Procédures collectives).....	comm. 133 (sept.)
Cass. com., 24 mai 2018 , n° 16-28.083 (Procédures collectives).....	comm. 137 (sept.)
CE, 3 ^e et 8 ^e ch., 25 mai 2018 , n° 406332 : JurisData n° 2018-008467 (Cautionnement).....	comm. 93 (juill.)

Juin

Cass. 1 ^{re} civ., 6 juin 2018 , n° 16-26.182 : JurisData n° 2018-009745 (Cautionnement).....	comm. 94 (juill.)
Cass. com., 6 juin 2018 , n° 17-10.103 : JurisData n° 2018-009754 (Cautionnement).....	comm. 98 (juill.)
Cass. 1 ^{re} civ., 6 juin 2018 , n° 17-13.975 : JurisData n° 2018-009669 (Cautionnement).....	comm. 99 (juill.)
Cass. 1 ^{re} civ., 6 juin 2018 , n° 16-26.852 : JurisData n° 2018-009889 (Prêt bancaire).....	comm. 122 (sept.)
Cass. com., 6 juin 2018 , n° 16-23.996 : JurisData n° 2018-009613 (Procédures collectives).....	comm. 133 (sept.)
CJUE, 19 juin 2018 , n° C-15/16, Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht c/ Ewald Baumeister : JurisData n° 2018-011081 (Autorités compétentes).....	comm. 151 (sept.)
Cass. com., 20 juin 2018 , n° 17-12.559 : JurisData n° 2018-010846 (Cautionnement).....	comm. 121 (sept.)
Cass. 1 ^{re} civ., 27 juin 2018 , n° 17-18.582 : JurisData n° 2018-011315 (Assurance construction).....	comm. 126 (sept.)
Cass. 2 ^e civ., 28 juin 2018 , n° 17-17.481 : JurisData n° 2018-011165 (Surenndettement).....	comm. 127 (sept.)
Cass. 2 ^e civ., 28 juin 2018 , n° 17-12.063 : JurisData n° 2018-011190 (Mesures conservatoires).....	comm. 128 (sept.)
Cass. 2 ^e civ., 28 juin 2018 , n° 17-13.967 : JurisData n° 2018-011181 (Saisie-attribution).....	comm. 129 (sept.)
Cass. 2 ^e civ., 28 juin 2018 , n° 17-19.894 : JurisData n° 2018-011186 (Saisie immobilière).....	comm. 130 (sept.)
Cass. 2 ^e civ., 28 juin 2018 , n° 17-15.045 : JurisData n° 2018-011219 (Saisie immobilière).....	comm. 131 (sept.)
Cass. 2 ^e civ., 28 juin 2018 , n° 17-11.076 : JurisData n° 2018-011184 (Saisie immobilière).....	comm. 132 (sept.)

Juillet

Cass. com., 4 juill. 2018 , n° 16-20.205 : JurisData n° 2018-012204 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 118 (sept.)
Cass. com., 4 juill. 2018 , n° 16-21.743 : JurisData n° 2018-012874 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 119 (sept.)
Cass. com., 4 juill. 2018 , n° 17-14.805 : JurisData n° 2018-012875 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 120 (sept.)
Cass. com., 4 juill. 2018 , n° 16-20.205 : JurisData n° 2018-012204 (<i>Procédures collectives</i>).....	comm. 134 (sept.)
Cass. com., 4 juill. 2018 , n° 17-10.158, HSBC France c/ A.-L. X. : JurisData n° 2018-012876 (<i>Secret bancaire</i>).....	comm. 152 (nov.)
Cass. 2° civ., 5 juill. 2018 , n° 16-21.776 : JurisData n° 2018-012232 (<i>Assurance automobile</i>).....	comm. 123 (sept.)
Cass. 2° civ., 5 juill. 2018 , n° 17-20.488 : JurisData n° 2018-012035 (<i>Assurance</i>).....	comm. 124 (sept.)
Cass. 2° civ., 5 juill. 2018 , n° 17-20.491 : JurisData n° 2018-012056 (<i>Assurance</i>).....	comm. 124 (sept.)
Cass. 2° civ., 5 juill. 2018 , n° 17-20.244 : JurisData n° 2018-012232 (<i>Assurance emprunteur</i>).....	comm. 125 (sept.)
CA Besançon, 1 ^{re} ch. civ. et com., 10 juill. 2018 , n° 17/01227 : JurisData n° 2018-013355 (<i>Opérations de crédit</i>).....	comm. 153 (nov.)
Trib. UE, 13 juill. 2018 , n° T-758/16, T-745/16, T-757/16, T-768/16 et T-733/16 (<i>Épargne réglementée</i>).....	comm. 139 (sept.)

Septembre

Cass. com., 4 sept. 2018 , n° 17-28.749 : JurisData n° 2018-015230 (<i>Procédures collectives</i>).....	comm. 170 (nov.)
Cass. com., 5 sept. 2018 , n° 16-25.185 : JurisData n° 2018-015023 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 157 (nov.)
Cass. com., 5 sept. 2018 , n° 17-15.866 : JurisData n° 2018-015020 (<i>Assurance emprunteur</i>).....	comm. 160 (nov.)
Cass. com., 5 sept. 2018 , n° 17-18.516 : JurisData n° 2018-015019 (<i>Procédures collectives</i>).....	comm. 169 (nov.)

Cass. com., 5 sept. 2018 , n° 17-14.960 : JurisData n° 2018-015017 (<i>Procédures collectives</i>).....	comm. 170 (nov.)
Cass. com., 5 sept. 2018 , n° 17-10.975 : JurisData n° 2018-015016 (<i>Procédures collectives</i>).....	comm. 171 (nov.)
Cass. 2° civ., 6 sept. 2018 , n° 17-18.953 : JurisData n° 2018-014935 (<i>Saisie-attribution</i>).....	comm. 166 (nov.)
Cass. 2° civ., 6 sept. 2018 , n° 16-26.059 : JurisData n° 2018-014940 (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 167 (nov.)
Cass. 2° civ., 6 sept. 2018 , n° 17-21.337 : JurisData n° 2018-014944 (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 168 (nov.)
CA Paris, 6 sept. 2018 , n° 18/02624 (<i>Saisie conservatoire</i>).....	comm. 165 (nov.)
Cass. 1 ^{re} civ., 19 sept. 2018 , n° 17-23.568 : JurisData n° 2018-015912 (<i>Assurance-vie</i>).....	comm. 161 (nov.)
Cass. com., 19 sept. 2018 , n° 17-11.443 et 17-13.473 (<i>Gestion collective</i>).....	comm. 173 (nov.)
CA Chambéry, 2 ^e ch., 20 sept. 2018 , n° 16/02665, 16/02667 et 16/02668 (<i>Opérations de crédit</i>).....	comm. 153 (nov.)
Cass. 1 ^{re} civ., 26 sept. 2018 , n° 17-17.668 : JurisData n° 2018-017179 (<i>Proportionnalité</i>).....	comm. 158 (nov.)
Cass. 1 ^{re} civ., 26 sept. 2018 , n° 17-17.903 : JurisData n° 2018-016370 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 159 (nov.)
Cass. 2° civ., 27 sept. 2018 , n° 17-22.013 : JurisData n° 2018-016378 (<i>Surendettement</i>).....	comm. 164 (nov.)

Octobre

Cass. 2° civ., 4 oct. 2018 , n° 17-20.624 : JurisData n° 2018-017049 (<i>Contrat d'assurance</i>).....	comm. 162 (nov.)
Cass. 2° civ., 4 oct. 2018 , n° 17-25.967 : JurisData n° 2018-017050 (<i>Contrat d'assurance</i>).....	comm. 163 (nov.)
Cass. com., 17 oct. 2018 , n° 17-21.857 : JurisData n° 2018-018052 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 156 (nov.)
Cass. com., 24 oct. 2018 , n° 16-15.008 (<i>Recours</i>).....	comm. 174 (nov.)

LISTE DES ABRÉVIATIONS

Activités de la Cour de justice des Communautés européennes	Activités CJCE 12 mai 1997, p. 10	européenne	JOUE
Bulletin des Communautés européennes (jusqu'en 1993)	Bull. CE 1/1997, point 1.6.7.	- Série C :	JOUE n° C 200, 7 août 2004, p. 2
Bulletin de l'Union européenne (à partir de 1994)	Bull. UE 1-1997, point 1.6.7.	- Série L :	JOUE n° L 325, 28 oct. 2004, p. 4
Cahiers de droit européen	Cah. dr. eur. 1997, p. 100	Journal officiel du Conseil économique et social	JOCES 10 déc. 2001
Commission des Communautés européennes	Comm. CE	Journal officiel de l'Office européen des brevets	JOOEB 22 juill. 2000, p. 100
- décisions :	Comm. CE, déc. n° 97/1000, 12 déc. 1997 [, titre], [comm. adm., (ou fin., ou soc., etc.) n° 137]	JurisClasseur - Encyclopédies	JCI. (Civil, Pénal, etc.), fasc. 1000 (ou : V° Adoption, fasc. 10, ou : Art. 1382 à 1386, fasc. 50)
- règlements :	Comm. CE, règl. (CE) n° 1000/97, 12 déc. 1997, [titre]	Parlement européen	PE
- documents communautaires :	Doc. COM (1998), 15 final [, 12 déc. 1997, titre]	- règlements :	PE, règl. (CE) n° 1000/97 [, titre]
Commission européenne des droits de l'Homme	Comm. EDH, 12 déc. 1997, n° 8378/76	- documents parlementaires :	Doc. PE n° 2-216/97 [12 déc. 1997, titre]
Conseil de l'Union européenne	Cons. UE	Recueil de la Cour européenne des droits de l'homme	Rec. CEDH 1989, p. 11
- directives :	Cons. UE, dir. 2008/25/CE, 11 mars 2008, [titre]	Recueil de la Cour de justice des Communautés européennes	Rec. CJCE
- décision :	Cons. UE, déc. n° 97/1000/CE, 12 déc. 1997 [, titre]	- arrêts de la CJCE :	Rec. CJCE 2002, I, p. 100
- règlement :	Cons. UE, règl. (CE) n° 1000/97, 12 déc. 1997, [titre]	- arrêts du TPICE :	Rec. TPICE 2002, II, p. 100
Cour européenne des droits de l'Homme	CEDH, 12 déc. 1997 [n° décision, nom des parties]	Revue de droit bancaire et financier	RD bancaire et fin. 2015
Cour de justice des Communautés européennes	CJCE,	- repères :	RD bancaire et fin. 2015, repère 1
Cour de justice de l'Union européenne (à compter du 1 ^{er} déc. 2009)	CJUE, [1 ^{re} ch.,] 6 mai 2010, aff. C-100/97, nom des parties	- alertes :	RD bancaire et fin. 2015, alerte 1
Décision communautaire de la Commission européenne	Comm. CE, déc. n° 97/1000, 12 déc. 1997 [, titre], [comm. adm., (ou fin., ou soc., etc.) n° 137]	- études :	RD bancaire et fin. 2015, étude 1
Décision communautaire du Conseil de l'Union européenne	Cons. UE, déc. n° 97/1000/CE, 12 déc. 1997 [, titre]	- commentaires :	RD bancaire et fin. 2015, comm. 1
Gazette européenne	Gaz. eur.	- dossier :	RD bancaire et fin. 2015, dossier 1
Journal officiel des Communautés européennes (avant le 1 ^{er} févr. 2003)	JOCE	- meilleure pratique :	RD bancaire et fin. 2015, prat. 1
Journal officiel de l'Union européenne	JOUE	Revue des affaires européennes (en anglais : Law and European Affairs)	RAE 1997, p. 100
		Revue du droit de l'Union européenne	RDUE 1/2000, p. 10
		Revue du Marché unique européen (devenu en 2000 revue du droit de l'Union européenne)	RMUE 1/1997, p. 10
		Revue trimestrielle de droit européen	RTDE 1997, p. 100
		Tribunal de la fonction publique de l'Union européenne	TFPUE [1 ^{re} ch.,] 27 nov. 2008, aff. F-35/07, (depuis 2007) [nom des parties]
		Tribunal de première instance des Communautés européennes	TPICE
		Tribunal de première instance de l'Union européenne (à compter du 1 ^{er} déc. 2009)	Trib. UE [1 ^{re} ch.,] 7 juill. 2010, aff. T-111/07, [nom des parties]

© LexisNexis SA 2019

Cette œuvre est protégée par les dispositions du Code de la propriété intellectuelle, notamment par celles de ses dispositions relatives à la propriété littéraire et artistique et aux droits d'auteur. Ces droits sont la propriété exclusive de LexisNexis SA. Toute reproduction intégrale ou partielle, par quelque moyen que ce soit, non autorisée par LexisNexis SA ou ses ayants droit, est strictement interdite. LexisNexis SA se réserve notamment tous droits au titre de la reproduction par reprographie destinée à réaliser des copies de la présente œuvre sous quelque forme que ce soit aux fins de vente, de location, de publicité, de promotion ou de toute autre utilisation commerciale conformément aux dispositions de l'article L. 122-10 du Code de la propriété intellectuelle relatives à la gestion collective du droit de reproduction par reprographie.

Avertissement de l'éditeur : « Toute utilisation ou traitement automatisé, par des tiers, de données personnelles pouvant figurer dans cette revue sont formellement interdits ».